



Assemblée générale

Distr. générale
7 décembre 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session
Point 159 de l'ordre du jour
Financement de la Mission
des Nations Unies au Libéria

Exécution du budget de la Mission des Nations Unies au Libéria pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Exécution du mandat	4
A. Considérations générales	4
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la Mission	7
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	8
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	9
F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats	10
III. Exécution du budget	61
A. Ressources financières	61
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	62
C. Évolution des dépenses mensuelles	62
D. Autres produits et ajustements	63
E. Dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	63
F. Contributions non budgétisées	64
IV. Analyse des écarts	64
V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	68



Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 et l'objectif de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (sécurité, état de droit, consolidation de la gouvernance démocratique et appui).

Au cours de la période considérée, le Libéria a été durement touché par l'épidémie d'Ebola, ce qui a amené la Mission à revoir l'exécution de son mandat pour s'adapter au contexte de crise, notamment en aidant le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires à répondre à l'urgence. En dépit de l'épidémie, la Mission a continué d'aider le Gouvernement libérien à systématiser la réforme du secteur de la sécurité et à assurer la planification correspondante afin de renforcer les institutions nationales chargées de la sécurité, ce qui est essentiel pour la poursuite du transfert aux autorités nationales des responsabilités de la Mission en matière de sécurité. Le Conseil de sécurité, par sa résolution 2176 (2014), a décidé de suspendre la réduction des effectifs des composantes militaire et de police de la MINUL, compte tenu de la situation incertaine créée par le début de l'épidémie d'Ebola en septembre 2014. Toutefois, en avril 2015, constatant les progrès notables réalisés par le Libéria dans la lutte contre l'épidémie, le Conseil, par sa résolution 2215 (2015), a décidé de revenir au plan initial de réduction des effectifs de sa composante militaire.

Sur un crédit ouvert de 427 267 000 dollars brut, la Mission a engagé des dépenses d'un montant brut de 410 858 900 dollars, soit un solde inutilisé de 16 408 100 dollars, ce qui représente un taux d'exécution de 96,2 % (les dépenses de l'exercice 2013/14 se sont élevées à 447 845 300 dollars, soit un taux d'exécution de 94 %).

La sous-utilisation globale des crédits s'explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes s'est révélé supérieur aux prévisions pour le personnel militaire et le personnel de police, à savoir les observateurs militaires, les contingents, la Police des Nations Unies et les unités de police constituées, ainsi que pour le personnel civil recruté sur le plan international. Elle s'explique également par l'annulation de l'achat de locaux préfabriqués du fait du rapatriement de certains contingents et par le nombre plus élevé que prévu de fermetures de camps, ainsi que par des prix d'achat de véhicules et des dépenses de carburant moins élevés que prévus.

Cette réduction globale des dépenses a été en partie contrebalancée par des dépenses supplémentaires dues au versement d'une prime de danger à tous les membres du personnel civil, à la location, non prévue au budget, d'un Boeing 737 pour établir un pont aérien permettant l'accès à des liaisons internationales après la suspension des vols commerciaux en provenance et à destination du Libéria, ainsi qu'à l'achat non prévu de matériel médical et à l'évacuation sanitaire de membres de la MINUL dans le contexte de l'épidémie d'Ebola qui a marqué la période considérée.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015)

Catégorie de dépenses	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	206 974,3	196 003,4	10 970,9	5,3
Personnel civil	119 725,3	120 884,4	(1 159,1)	(1,0)
Dépenses opérationnelles	100 567,4	93 971,1	6 596,3	6,6
Montant brut	427 267,0	410 858,9	16 408,1	3,8
Recettes provenant des contributions du personnel	8 970,0	9 225,1	(255,1)	(2,8)
Montant net	418 297,0	401 633,8	16 663,2	4,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	52,8	52,8	—	—
Total	427 319,8	410 911,7	16 408,1	3,8

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif prévu	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	133	133	117	12,1
Personnel des contingents	4 765	4 427	4 315	2,6
Police des Nations Unies	498	498	423	15,1
Unités de police constituées	1 265	1 005	999	0,6
Personnel recruté sur le plan international	443	443	381	14,0
Personnel recruté sur le plan national	941	941	862	8,4
Volontaires des Nations Unies	237	237	189	20,3
Emplois de temporaire ^c				
Personnel recruté sur le plan international	20	17	13	23,6
Personnel recruté sur le plan national	—	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	32	32	27	15,7
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—

^a Niveau maximal de l'effectif autorisé.

^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, présenté dans le rapport du Secrétaire général du 20 février 2014 (A/68/761), s'élevait à 433 483 200 dollars en chiffres bruts (montant net : 424 485 600 dollars) hors contributions volontaires en nature budgétisées (52 800 dollars). Il correspondait aux effectifs suivants : 133 observateurs militaires, 4 765 membres des contingents, 498 policiers des Nations Unies, 1 265 membres d'unités de police constituées, 32 membres du personnel fourni par les gouvernements, 443 membres du personnel recruté sur le plan international, 943 membres du personnel recruté sur le plan national, dont 69 administrateurs, et 237 Volontaires des Nations Unies.

2. Au paragraphe 56 de son rapport du 8 mai 2014 (A/68/782/Add.16), le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit de 433 201 200 dollars (montant brut) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.

3. Dans ses résolutions 68/291 et 69/259 A, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir et de mettre en recouvrement un crédit d'un montant brut de 427 267 000 dollars (montant net : 418 297 000 dollars) aux fins du fonctionnement de la Mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015. Le montant total a été mis en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUL dans sa résolution 1509 (2003) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Le mandat applicable à l'exercice considéré est celui que le Conseil a énoncé dans ses résolutions 2116 (2013), 2176 (2014), 2190 (2014) et 2215 (2015).

5. La Mission a pour mandat d'aider le Gouvernement libérien à atteindre un objectif général : faire avancer le processus de paix au Libéria.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la MINUL a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice considéré, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après, qui présentent les réalisations et les produits par composante (sécurité, état de droit, consolidation de la gouvernance démocratique et appui).

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2014/15 effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget (A/68/761). En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Comme il est indiqué dans les cadres de budgétisation axée sur les résultats, présentés à la section II.F du présent rapport, la Mission a, au cours de la période considérée, continué de travailler à la réalisation des objectifs que lui assigne son mandat, exécutant 107 produits liés à 31 réalisations.

9. Il est rappelé que dans sa résolution 2190 (2014), le Conseil de sécurité a décidé de proroger le mandat de la Mission jusqu'au 30 septembre 2015 et prié le Secrétaire général de lui fournir au plus tard le 15 mars 2015 une mise à jour sur la situation au Libéria compte tenu de la crise de l'Ebola, en indiquant les options qui s'offraient pour reprendre le retrait en conformité avec l'objectif d'achever la transition sécuritaire visée au paragraphe 5 de la résolution. Dans la même résolution, le Conseil a estimé qu'il pourrait y avoir lieu de modifier les modalités de la reprise du retrait progressif compte tenu de cette mise au point.

10. Au cours de la période considérée, le Libéria a été durement touché par l'épidémie d'Ebola, ce qui a amené la Mission à revoir l'exécution de son mandat pour s'adapter au contexte de crise, notamment en aidant le Gouvernement, l'équipe de pays des Nations Unies et les autres partenaires à répondre à l'urgence. Quelques-unes des principales activités de la MINUL sont énumérées ci-après.

11. En avril 2015, au vu des progrès notables réalisés par le Libéria dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola, le Conseil, par sa résolution 2215 (2015), a décidé de revenir au plan initial de réduction des effectifs de la composante militaire de la Mission. En parallèle du retrait des effectifs, la MINUL a transféré au Gouvernement libérien des responsabilités supplémentaires en matière de sécurité. Au terme de la période considérée, la MINUL avait réduit l'effectif de ses contingents militaires à 3 791 hommes, alors qu'ils en comptaient 4 462 au début de la période.

12. Les troupes de la Mission n'étant plus présentes que dans 8 des 15 comtés du pays, elles ont été déployées en priorité dans les zones à haut risque et ont dû se rendre plus mobiles. Aucun incident majeur n'a été signalé au cours de la période considérée dans les zones où la Mission n'est plus présente en permanence.

13. Si l'épidémie d'Ebola a entravé la Mission dans l'exécution de son mandat, elle lui a également permis d'intensifier ses efforts dans les domaines de la sécurité et de l'état de droit, notamment parce qu'ils s'inscrivaient dans le cadre des mesures prises après la déclaration de l'état d'urgence, ainsi que sa mission de bons offices, d'appui politique et de promotion et de surveillance du respect des droits de l'homme au cours de la période considérée. La MINUL a continué d'appuyer les efforts faits pour améliorer l'accès à la justice sur l'ensemble du territoire libérien. L'épidémie d'Ebola a encore accentué la nécessité de remédier au problème récurrent de la détention provisoire et de la surpopulation carcérale au Libéria. En août 2014, le Président de la Cour suprême et le Ministre de la justice ont ordonné un examen systématique de tous les cas de détention provisoire dans le but de désengorger les établissements pénitentiaires. En parallèle, une équipe spéciale sur la détention provisoire a été mise en place avec l'appui de la MINUL et d'autres partenaires bilatéraux. Grâce à ces mesures, 250 détenus de la prison centrale de Monrovia, fortement surpeuplée, ont été libérés, et le taux de détention provisoire est passé de 74 % en juin 2014 à 64 % en décembre de la même année. Ce taux reste

néanmoins élevé, et la justice libérienne n'a toujours pas les moyens de juger les affaires dans des délais satisfaisants.

14. Les élections sénatoriales partielles, initialement prévues en octobre 2014, ont été reportées et se sont finalement tenues en décembre 2014. Le bouleversement du calendrier électoral a grandement mis à l'épreuve la capacité des institutions nationales (pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire et Commission électorale nationale notamment) de faire face au risque d'une éventuelle crise institutionnelle. De manière générale, cependant, les élections ont été jugées libres, régulières et crédibles et se sont déroulées sans incident de sécurité notable. La Mission a participé activement aux préparatifs des élections, à la fois dans le domaine de la sécurité, en aidant les acteurs nationaux à apaiser les éventuelles violences électorales, et dans celui des bons offices, en collaborant étroitement avec les partis politiques pour promouvoir la déontologie dans la participation aux élections comme dans la conduite de ces dernières.

15. En février 2015, le Gouvernement libérien a lancé une plateforme nationale de décentralisation, dont l'objectif est d'encadrer le processus en cours. Cette initiative est l'aboutissement d'un plaidoyer soutenu de la Mission auprès de la Commission de la gouvernance pour que les initiatives prises par les comtés dans le cadre de la lutte contre l'Ebola soient mises à profit aux fins de la décentralisation, le processus n'ayant pas avancé depuis des mois. La Mission a également fourni un appui technique à la création d'un secrétariat à la décentralisation au sein du Ministère de l'intérieur. Le tout premier centre de services de comté a ouvert ses portes en juin 2015 dans le comté de Grand Bassa. Dans le cadre de projets à effet rapide, la MINUL a également fourni un appui à la formation des fonctionnaires des administrations de comté, qui a débuté en juin 2015.

16. Au cours du dernier trimestre de 2014, l'épidémie a pris de l'ampleur, passant du statut d'urgence sanitaire à celui de crise dont les retombées politiques, humanitaires, économiques et liées à la sécurité ont touché la Mission dans tous les aspects de l'exécution de son mandat.

17. Bien que la MINUL n'ait pas suspendu les activités inscrites à son mandat, les progrès ont ralenti dans certains domaines, notamment celui de la consolidation de la paix, durant la première moitié de la période considérée. Cela tient au fait que la priorité a été donnée aux efforts de prévention et de lutte contre l'épidémie d'Ebola ainsi qu'aux restrictions imposées sur les rassemblements, qui ont entravé certaines des activités de la Mission. Cela a également gelé les processus engagés au titre de la réforme du secteur de la sécurité, de la révision de la Constitution, de la réconciliation nationale, de la réforme du régime foncier et de la gestion des ressources naturelles. Toutefois, une fois l'épidémie jugulée, des progrès considérables ont été réalisés dans certains domaines, ainsi que sur plusieurs textes de loi prioritaires, comme les projets de loi relatifs à la police et à l'immigration.

18. Le montant total des dépenses engagées par la Mission au titre de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 s'élève à 410 858 900 dollars, soit 16 408 100 dollars de moins que le montant des crédits ouverts pour la période par l'Assemblée générale dans sa résolution 68/291 (427 267 000 dollars).

19. En conséquence de l'épidémie d'Ebola, des crédits non prévus au budget ont dû être débloqués, lesquels ont principalement servi à couvrir le versement de la prime de danger à tous les membres du personnel civil, la location d'un Boeing 737

pour établir un pont aérien permettant l'accès à des liaisons internationales à Accra après la suspension des vols commerciaux en provenance et à destination du Libéria, l'achat de matériel médical, l'évacuation sanitaire de membres de la MINUL et le recrutement temporaire de personnel médical supplémentaire, médecins et infirmières notamment. Ces dépenses supplémentaires sont également détaillées dans la note du Secrétaire général sur les modalités de financement de la MINUL pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015 (A/69/545 et Corr.1).

C. Activités d'appui de la Mission

20. On trouvera ci-après le détail des principales initiatives qui ont eu une incidence sur les activités d'appui et l'utilisation des ressources associées au cours de la période considérée.

21. Au début de l'exercice, le Libéria était déjà confronté à l'épidémie d'Ebola, et la composante appui de la Mission a dû à la fois s'adapter à la situation d'urgence pour fournir un appui logistique au Gouvernement libérien et aux autres organisations internationales qui luttait contre l'épidémie et mettre en place des mesures pour protéger son propre personnel.

22. Dans ce contexte, les moyens maritimes et aériens de la MINUL ont été utilisés pour faciliter l'acheminement de médicaments et de matériel d'urgence, notamment des tenues de protection et de la nourriture, vers les différents secteurs, en particulier ceux inaccessibles par la route. Ce soutien logistique a été fourni moyennant remboursement des coûts, sauf dans les cas où un vol de la Mission était déjà prévu. La Mission a par ailleurs mis en place, deux fois par semaine, des vols réguliers vers Accra afin de permettre à son personnel de voyager ensuite sur des lignes internationales après que la plupart des vols commerciaux en provenance ou à destination du Libéria ont été suspendus. Ces vols de liaison vers Accra ont également été ouverts à d'autres organisations internationales, moyennant remboursement.

23. Pour réduire le risque de contamination de son personnel, la MINUL a, entre autres mesures, diffusé des bilans d'information réguliers sur le virus et les moyens d'éviter sa transmission, recruté davantage de médecins afin que tous les dispensaires de la Mission disposent à toute heure de personnel suffisant, instauré des visites médicales obligatoires avant chaque voyage pour tous les membres du personnel et un contrôle obligatoire de température à chaque entrée de ses locaux. Un service de dépistage du virus a également été créé.

24. La MINUL a également pris des initiatives dans d'autres domaines, parmi lesquelles la mise en place d'un système électronique de gestion des carburants destiné à améliorer le contrôle et prévenir les vols.

25. Après l'interruption provisoire de la phase III du retrait des effectifs en raison de la menace posée par Ebola, le Conseil de sécurité a autorisé la reprise de la procédure de retrait en mars 2015, par sa résolution 2215 (2015). En application de cette décision, la MINUL a rapatrié un bataillon de 616 hommes avant la fin de la période considérée, une manœuvre qui a induit un surcroît de travail sur le plan logistique, tant pour déplacer les troupes et leur matériel que pour nettoyer et fermer les camps.

26. D'autres décisions de gestion importantes ont eu des conséquences sur l'utilisation des ressources : l'achat de certains équipements a par exemple été revu à la baisse en prévision de la réduction progressive des effectifs de la Mission.

27. Les principaux facteurs externes qui ont bouleversé les objectifs fixés en matière d'utilisation des ressources au cours de la période considérée ont été l'épidémie d'Ebola et les efforts déployés pour l'enrayer.

28. En raison de changements fréquents dans les contrats-cadres signés pour les groupes électrogènes, la MINUL devait composer avec des groupes électrogènes de cinq marques différentes et 14 types de moteurs. La Mission a donc été contrainte de donner la priorité à l'achat de pièces de rechange supplémentaires en nombre suffisant pour permettre un entretien satisfaisant et des réparations de qualité.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

29. En juillet 2014, la MINUL et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ont adopté un cadre de coopération entre missions. Le cadre définit une stratégie commune en cinq axes prioritaires : renforcer la sécurité et stabiliser la situation à la frontière, prêter appui aux mécanismes régionaux de défense de la paix et de la sécurité et aux efforts engagés dans ce domaine, promouvoir la réconciliation dans la région frontalière, répondre aux besoins humanitaires et créer des conditions propices au retour durable des réfugiés, et renforcer les échanges et les analyses d'informations. En février 2015, la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies au Libéria ont créé un groupe de travail régional sur la sécurité, qui se réunit chaque mois depuis avril pour organiser ses activités et rendre compte des progrès accomplis dans chacun des domaines prioritaires.

30. Bien que la fermeture de la frontière ivoirienne au mois d'août 2014 ait entravé les activités transfrontalières conjointes et le retour des réfugiés, des représentants spécialement affectés à la coopération entre les deux missions se sont entretenus régulièrement pour garantir une approche commune, et la coordination entre les composantes des missions aux quartiers généraux et dans les bureaux locaux a également été renforcée.

31. Au cours de la période considérée, les initiatives sous-régionales ont essentiellement été axées sur la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Toutefois, en juin 2015, des représentants de l'ONUCI, du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest, du bureau régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'Afrique de l'Ouest et de la MINUL se sont entretenus avec le secrétariat de l'Union du fleuve Mano au sujet de la revitalisation de la Stratégie relative à la sécurité des frontières dans l'Union du fleuve Mano, et notamment des unités mixtes chargées d'assurer la sécurité et d'instaurer la confiance, ainsi que de la planification du relèvement post-Ebola à l'échelle régionale, dans laquelle des objectifs relatifs à la paix, la sécurité et la gouvernance ont été intégrés. La MINUL a collaboré étroitement avec le secrétariat de l'Union du fleuve Mano en vue de réactiver les unités mixtes.

32. La MINUL et l'ONUCI ont fait usage commun de trois hélicoptères d'attaque Mi-24 et en ont partagé les frais d'exploitation (50 % chacune). Toutefois, en raison de la situation opérationnelle en Côte d'Ivoire, les appareils ont principalement été

utilisés par l'ONUCI. La formule de partage des coûts a par conséquent été modifiée et portée à 90/10, l'ONUCI conservant l'usage principal des appareils pour l'exercice 2015/16.

33. Bien que l'avion B-737 de la MINUL n'ait pas été inclus dans le montant des crédits approuvés pour l'exercice 2014/15, il a été fourni à la Mission au 1^{er} juillet 2014 pour faire office de « pont aérien » entre Monrovia et Accra et servir de renfort aux fins de la relève des contingents de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), de la MINUL, de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) et de l'ONUCI, sur la base du partage des coûts.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

34. La MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies ont travaillé en étroite collaboration pendant l'épidémie d'Ebola pour aider le Gouvernement libérien à organiser la réponse nationale, en mettant à profit leurs moyens respectifs et les avantages comparatifs de la Mission, ainsi que ceux des organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Les bureaux locaux de la MINUL ont joué un rôle déterminant dans la coordination des intervenants locaux et internationaux en faisant office de plateformes logistiques et de pôles de compétences, s'appuyant sur l'expérience tirée de leur engagement de longue date avec les populations et les autorités locales. Les bureaux locaux ont également œuvré à l'appui des autres organismes, fonds et programmes engagés dans l'intervention à l'échelle des comtés, en particulier l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), puis, par la suite, la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE). L'adoption de l'approche sectorielle de l'aide humanitaire dans le cadre de la lutte contre l'Ebola a permis de renforcer la coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres organisations internationales d'aide humanitaire et de développement sous la houlette du coordonnateur résident.

35. Au lendemain de la crise, la MINUL s'est beaucoup investie, à tous les niveaux, pour aider le Gouvernement à mettre au point son plan de stabilisation et de relève économique post-Ebola, notamment en prônant l'inclusion de la justice et de la sécurité parmi les priorités du plan.

36. La mise en œuvre du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (ou « programme unique »), qui est harmonisé avec le Programme pour la transformation élaboré par le Gouvernement, s'est poursuivie durant la période considérée. Pendant l'épidémie, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont adapté leurs programmes et projets pour pouvoir apporter un appui aux différents partenaires et organismes nationaux engagés dans la lutte contre l'Ebola. La plateforme constituée par l'équipe de pays des Nations Unies s'est révélée être un dispositif efficace, en phase avec les structures de coordination des systèmes de gestion des incidents mis en place par les acteurs humanitaires et gouvernementaux.

37. La MINUL a fourni un appui aérien au Gouvernement libérien pour la tenue des élections sénatoriales, ainsi qu'à la Banque centrale du Libéria. Elle a également

apporté son appui à des organismes du système des Nations Unies (PNUD, Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, PAM, UNICEF et OMS) dans leurs activités, dans sa zone de mission comme en dehors.

38. L'épidémie d'Ebola a fini par entraîner la suspension de la plupart des vols commerciaux à destination et en provenance du Libéria, et le B-737 a par la suite été utilisé comme navette (pont aérien) vers Accra entre septembre 2014 et juin 2015, au service de la MINUL, de la MINUAUCE, d'organismes des Nations Unies et de représentants du corps diplomatique et de la communauté internationale, sur la base du remboursement des coûts.

39. La MINUL a par ailleurs travaillé en étroite coordination avec la MINUAUCE, tant au quartier général que dans les bureaux locaux, afin de lutter efficacement contre l'épidémie d'Ebola. Elle a aidé la MINUAUCE durant sa phase de démarrage en assurant des vol en dehors de la zone de mission, à destination et en provenance du Ghana, de Guinée et de Sierra Leone, y compris des vols régionaux et nationaux. Elle a également fourni un appui à la MINUAUCE pour le transport par mer de matériel de lutte contre l'épidémie, et à la MINUSMA pour le transfert de conteneurs maritimes renfermant du matériel et des équipements appartenant aux Nations Unies, toujours sur la base du remboursement des coûts.

F. Cadre de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : sécurité

40. Comme il est indiqué dans le cadre de budgétisation présenté ci-après, conformément à son mandat, la Mission a continué de s'attacher en priorité à maintenir un climat de sécurité stable et à renforcer les moyens dont disposent les autorités nationales pour assumer l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays. La troisième phase du retrait des effectifs de la MINUL avait été suspendue à cause de l'épidémie d'Ebola. Cependant, par sa résolution 2215 (2015), le Conseil de sécurité a décidé de la relancer en raison des progrès importants réalisés par le Libéria dans la lutte contre le virus.

41. En application d'une disposition de la résolution 2190 (2014) dans laquelle le Conseil de sécurité lui demandait d'assumer l'ensemble des compétences en matière de sécurité exercées par la MINUL le 30 juin 2016 au plus tard, ainsi que de mettre au point un plan pour le renforcement du secteur de la sécurité, le Gouvernement libérien a établi un plan assorti d'objectifs précis, comprenant un certain nombre d'engagements en matière de réforme du secteur de la sécurité. Un plan intégré d'appui des Nations Unies a également été élaboré pour garantir que la MINUL et l'équipe de pays des Nations Unies fournissent un soutien coordonné au processus de transition. La MINUL a aidé le Gouvernement à organiser régulièrement des réunions entre un groupe de travail Gouvernement libérien/Organisation des Nations Unies sur le processus de transition et le Groupe de mise en œuvre conjointe, qui coordonnent et supervisent la mise en œuvre du processus de transition en matière de sécurité.

42. La MINUL a continué d'axer ses efforts sur le développement des capacités de la Police nationale libérienne et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, en s'attachant tout particulièrement à aider ces deux institutions à renforcer leur présence et leurs opérations en dehors du comté de Montserrado et aux frontières du

pays. Des membres de la Police des Nations Unies ont fourni un encadrement aux deux organismes en leur apportant un appui technique et consultatif pour un large éventail de questions opérationnelles et de politique générale, notamment dans les domaines de la planification stratégique, de la logistique et de la gestion du personnel. La Mission a également apporté son soutien et proposé une formation à l'unité du génie des Forces armées du Libéria, pour s'assurer qu'elle était capable de se charger de la destruction des restes explosifs de guerre.

43. Par ailleurs, la MINUL a soutenu le renforcement de la sécurité aux niveaux des comtés et des districts, ainsi que le développement de systèmes d'alerte rapide, tel qu'exigé par la loi de 2011 sur la réforme de la sécurité nationale et le renseignement. Malgré l'épidémie d'Ebola, des conseils de sécurité ont été créés dans 3 nouveaux comtés et revitalisés dans 4 autres, permettant ainsi la tenue de réunions régulières des conseils dans 10 comtés du Libéria. La Mission a également appuyé la mise en place de conseils de sécurité de district dans quatre comtés supplémentaires, faisant passer leur nombre de 6 à 20 au cours de la période considérée. Dans les comtés concernés, des réunions de coordination ont eu lieu régulièrement et des solutions aux problèmes de sécurité locale ont été examinées lors de réunions spéciales des conseils.

44. Malgré la fermeture des frontières entre le Libéria et la Côte d'Ivoire en août 2014 à cause de l'épidémie d'Ebola, la MINUL, travaillant en collaboration avec l'ONUCI, a continué de s'employer à resserrer la coopération entre les Gouvernements des deux pays afin de renforcer la stabilité le long de leur frontière commune. Ces efforts se sont notamment traduits par l'organisation d'une réunion quadripartite en mars 2015. Le secteur de la santé publique étant en amélioration dans le pays, la relance de la Stratégie relative à la sécurité des frontières dans l'Union du fleuve Mano, y compris le renforcement des unités conjointes de sécurité et de restauration de la confiance le long des frontières, a constitué une autre activité importante de la MINUL.

Réalisation escomptée 1.1 : Stabilité des conditions de sécurité au Libéria

Indicateurs de succès prévus

Aucun fait majeur de violence armée motivé par des considérations politiques (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 0)

Augmentation du nombre de régions, hors Monrovia, où la Police nationale libérienne, y compris l'Unité d'appui de la police, est présente (2012/13 : 1; 2013/14 : 3; 2014/15 : 5)

Baisse du nombre de troubles de l'ordre public auxquels les institutions nationales ne sont pas en mesure de faire face sans l'aide de la MINUL (2012/13 : 18; 2013/14 : 6; 2014/15 : 3)

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. Aucun fait majeur de violence armée motivé par des considérations politiques n'a été signalé au cours de l'exercice considéré.

Objectif atteint. La Police nationale libérienne et l'Unité d'appui de la police sont maintenant présentes dans les 5 régions situées à l'extérieur de Monrovia.

Objectif atteint. Deux troubles de l'ordre public ayant nécessité une intervention de la MINUL ont été enregistrés. Des unités de police constituées ont prêté main forte à la Police nationale libérienne/à l'Unité d'appui de la police pour maîtriser des émeutes qui ont eu lieu à Zorzor (comté de Lofa) et à Butaw (comté de Sinoe). Le nombre moins élevé d'incidents s'explique par un recours au dialogue plus fréquent pour régler les différends.

Création de conseils de sécurité de comté dans chaque comté (2012/13 : 7; 2013/14 : 11; 2014/2015 : 15)

Des conseils de sécurité ont été établis dans 10 comtés. Le nombre moins élevé que prévu des conseils mis en place s'explique par des problèmes de coordination entre les autorités centrales et locales et par la priorité donnée aux efforts de prévention et de traitement de l'Ebola. Néanmoins, les 15 conseils devraient être en place d'ici à juin 2016.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>		<i>Observations</i>
8 030 jours de patrouille (y compris des patrouilles aériennes et terrestres) d'observateurs militaires (11 équipes × 2 patrouilles par jour × 365 jours) chargés de recueillir des informations, d'assurer la liaison avec les populations locales, d'observer les conditions générales dans lesquelles vivent les populations et de réunir des renseignements relatifs à des incidents particuliers	8	010	
2 161 heures de patrouille aérienne, y compris des patrouilles aériennes de surveillance des frontières, des patrouilles à pied aéroportées, des activités de reconnaissance aérienne, des patrouilles aériennes de surveillance maritime, des vols à la demande et des stages de formation pour les équipages (1 200 Mi-8, 750 Mi-24 et 211 B-1900)	795		Le nombre plus faible d'heures de patrouille aérienne s'explique par l'épidémie d'Ebola, qui a posé un obstacle aux patrouilles quotidiennes et à la formation de personnel militaire. En outre, une quarantaine de 21 jours a été imposée aux équipages de la MINUL atterrissant dans la zone de responsabilité de l'ONUCI, ce qui a eu une incidence sur la disponibilité des aéronefs et causé une diminution des heures de vol disponibles.
27 375 jours de patrouille (3 bataillons × 25 patrouilles par jour × 365 jours), y compris des patrouilles pédestres et motorisées (terrestres ou aériennes) ainsi que des escortes de convois et la protection de personnalités	26	463	
720 jours de patrouille de la cellule de réaction rapide (3 patrouilles par jour × 240 jours), y compris des patrouilles pédestres et motorisées (terrestres ou aériennes) et des escortes de convois	1	342	Le nombre de patrouilles plus élevé s'explique par une prolongation de 3 mois du tour de service de la force d'intervention rapide, le Conseil de sécurité ayant décidé de retarder la mise en œuvre de la troisième phase de retrait des effectifs de la MINUL à cause de l'épidémie d'Ebola.
9 855 jours de patrouille de la Police des Nations Unies (27 bases d'opérations × 1 patrouille par jour × 365 jours), y compris la liaison quotidienne avec les autorités et les populations locales dans tous les comtés	14	260	Le nombre de patrouilles plus élevé s'explique par la mise en place d'un nouveau mode d'implantation de la Police des Nations Unies à l'échelle des comtés, qui prévoit des contacts quotidiens avec les autorités et les populations locales.

2 400 jours de patrouille d'unités de police constituées (8 bases d'opérations × 1 patrouille par jour × 300 jours), y compris des patrouilles conjointes, pédestres ou motorisées, des patrouilles frontalières conjointes ainsi que l'appui à des opérations de bouclage et de fouille, des opérations de maintien de l'ordre, l'escorte de détenus et de convois de fonds, la protection de personnalités et l'inspection des stocks d'armes et des munitions acquis par le Gouvernement

Campagne d'information du public visant à accroître la confiance dans le secteur de la sécurité du Libéria, notamment la diffusion de messages concernant le retrait militaire de la MINUL et la sécurité des frontières, l'amélioration de l'accès à la justice, la protection des civils et la protection et la promotion des droits de l'homme, la bonne gouvernance ainsi que la réforme constitutionnelle et la réconciliation nationale, au moyen de la diffusion par la radio de la MINUL des programmes suivants : 5 programmes radiophoniques de 45 minutes par semaine (260 par an – série sur les affaires courantes intitulée *Coffee Break*); 7 débats radiophoniques d'une heure par semaine (364 par an – *Crime Watch*, *Dateline Liberia*, *Nationwide*, *Dis Government Ting*, *Creek Town*, *Palava Hut* et *Front Page*); 8 programmes radiophoniques hebdomadaires de 30 minutes (416 par an) sur les questions de santé et d'éducation (*You and Your Health*, *Staying Alive*, *Let's Talk about Sex*, *Access for all*, *Campus Talk*, *Front Page*, *Date Line* et *Problem Page*); 2 programmes hebdomadaires d'une heure sur la problématique hommes-femmes (104 par an – *Women's World* et *Girl Power*); 2 programmes quotidiens d'une heure (520 par an) d'informations générales et de divertissement (*Yor Morning* et *Nightshift*); 15 programmes/bulletins radiophoniques d'information quotidiens de 10 minutes en anglais et dans les langues locales (3 750 par an); 1 programme radiophonique hebdomadaire de 15 minutes en français (52 par an)

Fourniture d'une assistance à la mise en place d'une stratégie visant à renforcer ou à créer les conseils de sécurité de comté ou de district et à assurer la liaison avec le Conseil national de sécurité

2 819 Le nombre de patrouilles plus élevé s'explique par les besoins supplémentaires en matière de sécurité résultant de l'état d'urgence décrété en raison de l'épidémie d'Ebola, et par la nécessité d'assurer la sécurité autour des unités de traitement. Des unités de police constituées ont également été mobilisées pour escorter des convois de la Banque centrale du Libéria et protéger des personnalités durant la crise.

Oui 5 programmes radiophoniques de 45 minutes par semaine sur les affaires courantes intitulé *Coffee Break* (250 au total durant l'année); 7 débats radiophoniques d'une heure par semaine (400 au total); 8 programmes radiophoniques hebdomadaires de 30 minutes sur les questions de santé et d'éducation (430 au total); 2 programmes hebdomadaires d'une heure sur la problématique hommes-femmes (100 au total); 2 programmes quotidiens d'une heure d'informations générales et de divertissement (450 au total); 15 programmes/bulletins radiophoniques d'information quotidiens de 10 minutes en anglais et dans les langues locales (3 950 au total); 1 programme radiophonique hebdomadaire de 15 minutes en français (50 au total).

Le nombre moins élevé que prévu de programmes radiophoniques s'explique par la réaffectation de ressources à des programmes et des indicatifs sonores en lien avec l'Ebola, notamment : 80 programmes de 30 minutes (*Ebola Update* et *Let's Lecture*) en vue de sensibiliser la population libérienne aux mesures de prévention et de lutte contre l'Ebola; 22 messages sonores de sensibilisation au virus Ebola (dans 8 dialectes locaux et en français), diffusés en collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection sociale et l'Organisation mondiale de la Santé; 48 programmes de lutte contre l'Ebola (*Kick Ebola*), produits en partenariat avec BBC Media Action.

Oui La MINUL a aidé le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la justice et le Conseiller national pour les questions de sécurité à élaborer une stratégie pour l'application de la loi de 2011 sur la réforme de la sécurité nationale et le

	renseignement, qui comprend une disposition relative aux conseils de sécurité des comtés et des districts. De plus, la Mission a aidé les autorités locales à créer ou à renforcer les conseils grâce à la diffusion de cette loi et à des séances de travail avec les surintendants de comté. De nouveaux conseils de sécurité de comté ont été créés dans 4 comtés (Grand Bassa, Maryland, Rivercess et Sinoe), et revitalisés dans un comté (Bomi); des conseils de sécurité de district ont été créés dans le comté de Maryland (dans 1 de ses 2 districts) et dans le comté de Rivercess (dans ses 8 districts).
Diffusion bihebdomadaire d'un reportage vidéo de 3 minutes (18 par an), diffusion trimestrielle à la télévision d'un programme vidéo de 10 minutes (24 par an), 4 émissions diffusées sur 4 chaînes de télévision et distribuées dans 150 vidéo clubs, publication trimestrielle de 40 articles dans la revue <i>UN Focus</i> (10 000 exemplaires par an), diffusion de 11 lettres d'information mensuelles <i>UNMIL Today</i> (au format électronique), réalisation de 132 reportages photos, diffusion de 250 photos du jour, organisation de 4 expositions de photographies et de 12 conférences de presse et publication de 21 communiqués de presse. Tous les contenus (photographies, vidéos, programmes radiophoniques et publications) sont diffusés sur le site Web ainsi que sur les plateformes des médias sociaux numériques.	Non Diffusion bihebdomadaire de 22 reportages vidéos de 3 minutes; aucune diffusion trimestrielle à la télévision de programme vidéo de 10 minutes; 4 émissions diffusées sur 2 chaînes de télévision (aucune distribution dans les vidéo clubs); publication trimestrielle de 40 articles dans la revue <i>UN Focus</i> (10 000 exemplaires); diffusion de 4 lettres d'information mensuelles <i>UNMIL Today</i> (au format électronique); réalisation de 140 reportages photos; diffusion de 120 photos du jour; organisation de 2 expositions de photographies et de 10 conférences de presse et publication de 20 communiqués de presse. Le nombre réduit de reportages vidéos, d'émissions de radio, de photos du jour et d'expositions photographiques, ainsi que l'absence de distribution des reportages dans les vidéo clubs, s'expliquent par la réaffectation des ressources à la production de 13 programmes vidéos destinés à une diffusion interne à la Mission et de 20 programmes vidéos destinés à une diffusion externe, consacrés aux mesures de prévention et d'intervention liées à la lutte contre l'Ebola. De plus, 1 354 photos ont été retravaillées et affichées sur Flickr. Tous les contenus (photographies, vidéos, programmes radiophoniques et publications) ont été diffusés sur le site Web de la Mission ainsi que sur les plateformes des médias sociaux numériques.
8 campagnes nationales multimédias de sensibilisation de 5 jours chacune sur le recrutement des agents de police, l'accent étant mis sur le recrutement de femmes et la police de proximité; la prévention des violences sexuelles et	Oui Ont été organisées : 4 campagnes nationales multimédias de sensibilisation de 5 jours chacune sur les thèmes : Stop Mob Violence et Road Safety; 2 campagnes nationales sur la sécurité routière; et 1 campagne d'information

sexistes et des viols d'enfant; la prévention de l'exploitation et des sévices sexuels; 16 jours consacrés aux activités de militantisme menées en faveur des droits de l'homme; la paix, la décentralisation et la réconciliation nationale; l'éducation civique, axée sur la réforme de la Constitution; les élections sénatoriales; la sécurité routière, au moyen de 48 représentations données par 11 artistes interprètes traditionnels à Monrovia et dans les 15 comtés, avec notamment les supports de communication suivants : 34 000 T-shirts; 20 lots de maillots; 40 000 prospectus; 15 000 autocollants; 37 000 bracelets; 44 000 affiches; 105 bannières en tissu; 85 bannières en plastique; 15 panneaux publicitaires; 160 ballons de football; 100 ballons de volleyball; 158 coupes; 500 postes de radio; et 500 chargeurs solaires

5 annonces de service public diffusées à la télévision et distribuées dans 150 vidéo clubs, et 30 annonces de service public diffusées sur la radio de la MINUL et sur 30 stations radiophoniques locales. Les annonces concernent les campagnes de sensibilisation, les activités et manifestations de la MINUL, des autorités libériennes et des organisations non gouvernementales et les manifestations locales. Tous les contenus sont diffusés sur le site Web ainsi que sur les plateformes des médias sociaux numériques.

contre les violences collectives. Campagnes pour les droits de l'homme et contre la violence sexuelle et sexiste : 16 jours consacrés aux activités de militantisme contre la violence sexuelle et sexiste (l'accent étant mis sur les mesures de prévention contre le virus Ebola); 1 campagne nationale visant à appuyer la promotion des droits des femmes (y compris en ce qui concerne les questions liées au virus Ebola); 2 campagnes de lutte contre la violence sexuelle et sexiste; 1 campagne de sensibilisation à la lutte contre le virus Ebola; 2 campagnes de 7 jours, intitulées « back-to-school », visant à mettre fin à la propagation de l'Ebola; 2 campagnes nationales de 3 jours chacune, intitulées « Ebola must go », animées par 11 groupes d'artistes interprètes traditionnels; 1 campagne de lutte contre la propagation du virus Ebola, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la paix et de la Journée des Nations Unies; et 5 chansons pour sensibiliser le public à la prévention de la propagation de l'épidémie d'Ebola. En raison de la priorité accordée aux activités ayant trait à l'Ebola, aucune campagne n'a été lancée sur les thèmes du viol d'enfants, de la paix, de la décentralisation et de la réconciliation nationale, de l'éducation civique axée sur la réforme de la Constitution, ni sur le thème des élections sénatoriales.

Les supports de communication comprenaient : 20 000 T-shirts; 362 000 prospectus; 210 000 affiches; 15 000 autocollants; 18 000 bracelets; 162 bannières en plastique; 7 000 stylos; 7 000 crayons; 3 000 cahiers et 600 seaux. Ils ont été réaffectés en priorité à l'appui des programmes de prévention contre le virus Ebola.

Oui 3 annonces de service public ont été diffusées à la télévision. Aucune distribution n'a eu lieu dans les vidéo clubs, les activités vidéo des centres de loisirs étant suspendues en raison de l'épidémie d'Ebola. Un total de 160 messages d'intérêt public ont été diffusés sur la station de radio de la MINUL dans 17 dialectes locaux et sur 30 stations de radio locales. Le nombre de messages diffusés plus élevé que prévu s'explique par l'ajout d'annonces au sujet de l'Ebola.

Le contenu de toutes les campagnes a été publié sur le site intranet de la MINUL et sur les plateformes de médias sociaux numériques (Facebook, Twitter, Flickr et YouTube).

Réalisation escomptée 1.2 : Progrès vers un contrôle efficace des frontières du Libéria

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation déployés aux 36 points officiels de passage des frontières (2012/13 : 638; 2013/14 : 888; 2014/15 : 1 200)

Le nombre d'agents déployés aux points officiels de passage des frontières n'a pas augmenté, car aucune formation de nouvelles recrues n'a eu lieu durant la période considérée dans le rapport. Le Bureau prévoyait d'affecter 250 recrues (dont 58 femmes) de la deuxième classe aux points officiels de passage des frontières après la fin de leur formation, en septembre 2015.

Augmentation du nombre d'activités transfrontalières favorisant la stabilisation des frontières, y compris les rencontres entre les organismes nationaux chargés de la sécurité, les autorités civiles et les chefs traditionnels (2012/13 : 2; 2013/14 : 3; 2014/15 : 4)

Objectif atteint. 7 réunions transfrontalières de coordination ont eu lieu dans les comtés limitrophes de la Guinée et de la Sierra Leone. Le chiffre plus élevé pour le nombre de réunions s'explique par l'attention portée au problème sanitaire de l'Ebola et à la question de la stabilisation des frontières. Une réunion transfrontalière concernant la sécurité des frontières a également été organisée avec les autorités guinéennes. Alors que la fermeture de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire depuis le mois d'août 2014 restreint les activités transfrontières dans la région, les autorités des deux pays se sont réunies le 10 mars 2015, en Côte d'Ivoire, dans le cadre de la réunion quadripartite, pour examiner les questions de la sécurité, de l'aide humanitaire et de la coopération bilatérale.

Augmentation du nombre de patrouilles réalisées par des agents formés et équipés du Bureau de l'immigration et de la naturalisation le long des frontières du Libéria avec la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et la Guinée (2012/13 : 50; 2013/14 : 80; 2014/15 : 100)

Objectif atteint. 164 patrouilles ont été effectuées par des agents formés et équipés du Bureau de l'immigration et de la naturalisation le long des frontières du Libéria avec la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone. Le déploiement de patrouilles supplémentaires est dû à l'intensification des efforts pour faire respecter la fermeture des frontières pendant l'épidémie d'Ebola.

Aucune violence ni aucun incident frontalier grave nécessitant l'intervention des forces libériennes de sécurité (2012/13 : 4; 2013/14 : 0; 2014/15 : 0)

Objectif atteint. Il n'y a pas eu de menaces sérieuses pour la sécurité transfrontalière qui aient nécessité une intervention de la part des forces libériennes de sécurité.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
480 patrouilles frontalières conjointes (40 patrouilles × 12 mois) aux frontières du Libéria avec la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire et la Guinée, l'objectif étant de surveiller le trafic de drogues ou d'armes et la traite d'êtres humains, les mouvements transfrontaliers d'éléments armés et les flux de réfugiés	331	La réduction du nombre de patrouilles s'explique par la suspension des activités de patrouille conjointes durant l'épidémie d'Ebola.
Organisation de 41 stages de formation et d'encadrement à l'intention des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation aux 36 points officiels de passage des frontières et aux 5 centres de commandement régionaux	54	L'augmentation du nombre de stages de formation et d'encadrement a été rendue possible par le déploiement d'un plus grand nombre de conseillers de la MINUL dans les locaux du Bureau de l'immigration et de la naturalisation afin d'aider au renforcement des capacités institutionnelles, renforcement dont la nécessité avait été signalée dans l'auto-évaluation réalisée par le Bureau en février 2015.
Conduite, en collaboration avec l'ONUCI, de 2 évaluations semestrielles de la menace, l'objectif étant d'établir une carte des éléments armés se trouvant dans la zone de la frontière avec la Côte d'Ivoire et de tenir le Conseil de sécurité informé	3	Une évaluation de la menace a été réalisée dans le comté de Grand Gedeh, parallèlement à une visite effectuée par l'ONUCI dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. 2 évaluations supplémentaires de la menace et de la sécurité ont été réalisées en février et en mai/juin 2015 dans la zone frontalière avec la Côte d'Ivoire. La fermeture de la frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire liée à l'épidémie d'Ebola n'a pas permis d'évaluation conjointe ultérieure avec l'ONUCI, mais le Conseil de sécurité a été tenu informé du processus d'évaluation et des résultats. Une évaluation supplémentaire a été menée pour donner suite à des rumeurs persistantes sur l'imminence d'attaques.
Conduite dans chacun des 8 comtés frontaliers d'1 évaluation des progrès réalisés concernant la stabilisation des frontières et des possibilités de nouvelles initiatives susceptibles d'orienter les activités de programme menées par les organismes du système des Nations Unies au Libéria et les partenaires internationaux à l'appui du Gouvernement libérien	9	Des évaluations ont été effectuées dans 4 comtés (Grand Gedeh, Maryland, Nimba et River Gee) en ce qui concerne la stabilisation des frontières; dans 2 comtés (Gbarpolu et Grand Cape Mount), en partenariat avec la MINUAUCE, d'autres organismes des Nations Unies et des partenaires internationaux afin d'orienter les programmes de prévention et d'intervention contre l'Ebola pour aider le Gouvernement du Libéria; et dans 3 comtés frontaliers (Bong, Lofa et Nimba) afin d'évaluer les effets du retrait progressif de la MINUL. Une évaluation supplémentaire a été réalisée dans le comté de Nimba pour assurer le

Organisation de 3 activités transfrontalières de renforcement de la confiance et d'échange d'informations, en collaboration avec les autorités locales et leurs homologues ivoiriens

Tenue de 45 séances de formation et de mentorat à l'intention des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation sur l'organisation et la facilitation efficace des réunions transfrontalières du Bureau avec les autres organismes chargés de la sécurité, les autorités civiles, les chefs traditionnels et leurs homologues ivoiriens, guinéens et sierra-léonais

Conduite de l'évaluation conjointe par le Bureau de l'immigration et de la naturalisation et de la MINUL en ce qui concerne l'aptitude du Bureau à s'acquitter de fonctions relatives à la sécurité des frontières et à l'immigration, dont des activités de coopération frontalière internationale sur le territoire libérien et dans des pays tiers, notamment la délivrance de visas et la prestation de services consulaires

Établissement, en collaboration avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation, d'un programme de formation modifié à l'intention de celui-ci qui intègre la problématique hommes-femmes, les migrations, la déontologie et la discipline, le concept de plateforme et la décentralisation

suivi continu des mouvements de criminels présumés ayant suscité des préoccupations en matière de sécurité, en particulier dans le contexte du retrait imminent de la MINUL de cette région.

Non Du fait de la fermeture de la frontière libéro-ivoirienne au cours de la période considérée, les occasions d'organiser des ateliers transfrontaliers ont été limitées. Cependant, une réunion animée par le Conseil danois pour les réfugiés a été tenue en juin 2015, avec l'appui de la MINUL. Une deuxième réunion initialement prévue en juin, organisée en collaboration avec la MINUL et l'ONUCI, a été annulée par les autorités ivoiriennes, qui s'inquiétaient de l'insuffisance des mesures préventives prises au sujet de l'épidémie dans la région frontalière du Libéria.

8 Séances de formation et de mentorat destinées à ces agents, portant sur l'organisation de réunions transfrontalières efficaces avec les parties intéressées situées de part et d'autre des frontières du Libéria, ont eu lieu. Le nombre de séances moins élevé que prévu s'explique par la suspension des activités le long des frontières et par les échanges limités avec la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone pendant l'épidémie d'Ebola.

Oui Une auto-évaluation du Bureau de l'immigration et de la naturalisation a été réalisée en février 2015 au lieu de l'évaluation de référence, qui devait être conduite en consultation avec les communautés, en raison de l'interdiction de grands rassemblements durant l'épidémie d'Ebola. Une délégation du siège et des dirigeants des comités envoyés par le Bureau ont participé à l'auto-évaluation, qui a permis de faire le point sur la vision du Bureau, sur sa structure, ses systèmes organisationnels, son intégrité et sa viabilité financière, ainsi que sur ses résultats et son efficacité organisationnelle.

1 Le programme de formation élaboré à l'intention du Bureau de l'immigration et de la naturalisation a été modifié avec sa collaboration afin d'intégrer à ses activités la problématique hommes-femmes, les migrations, la déontologie et la discipline, l'entraînement au maniement des armes, des exercices, le concept de plateforme et la décentralisation.

Organisation de 5 stages de formation en cours d'emploi des agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation sur la gestion et le contrôle des frontières, la vérification des documents et la législation relative à l'immigration

4 Le nombre moins élevé que prévu de stages de formation est dû à une réduction des activités transfrontières en raison de la fermeture des frontières liée à l'épidémie d'Ebola.

Réalisation escomptée 1.3 : Renforcement des capacités et amélioration des résultats de la Police nationale libérienne en matière de lutte contre la criminalité et de maintien de l'ordre au niveau national, en particulier dans les comtés et zones desquels la MINUL a commencé de se retirer

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale libérienne formés, équipés et déployés (2012/13 : 4 971; 2013/14 : 5 571; 2014/15 : 6 170)

Au 30 juin 2015, 4 886 agents de la Police nationale libérienne avaient été formés, équipés et déployés. Ce nombre réduit s'explique par la perturbation de la formation de base des nouvelles recrues, en raison de l'épidémie d'Ebola. La classe 43 (315 recrues) avait commencé sa formation en avril 2015 et devait la terminer en septembre 2015.

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale libérienne et de son Unité d'appui formés, équipés et déployés (2012/13 : 785; 2013/14 : 1 100; 2014/15 : 1 200)

Au 30 juin 2015, 932 agents de la Police nationale libérienne et de son Unité d'appui avaient été formés, équipés et déployés. Ce nombre réduit s'explique par l'interruption de la formation de la classe 9 de l'Unité d'appui de la police, en raison de la diminution du nombre d'agents qualifiés de la Police nationale libérienne, due à des retards dans la formation de base qui leur est dispensée. La Police nationale prévoit de faire passer le nombre d'agents de l'Unité d'appui de la police à 2 000 d'ici à juin 2016 dans le cadre d'un programme bilatéral avec les États-Unis d'Amérique.

Augmentation du nombre d'agents de la Police nationale libérienne formés et recrutés qui sont déployés en dehors de Monrovia (2012/13 : 1 378; 2013/14 : 1 578; 2014/15 : 1 778)

Au 30 juin 2015, 1 002 agents de la Police nationale libérienne (dont 156 femmes) avaient été déployés à l'extérieur de Monrovia. L'objectif n'a pas été atteint en raison de l'absence de progrès dans la mise en œuvre du plan de dotation en effectifs de la Police nationale libérienne par sa direction. Le plan devrait être mis en œuvre au cours de l'exercice 2015/16, dans le sillage de l'adoption de la loi sur la Police nationale libérienne.

Augmentation du pourcentage de femmes dans la Police nationale libérienne (2012/13 : 17,38 %; 2013/14 : 19,5 %; 2014/15 : 20 %)

Augmentation du pourcentage de femmes dans la Police nationale libérienne (2012/13 : 17,38 %; 2013/14 : 19,5 %; 2014/15 : 20 %)

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre	Observations
Organisation de 6 stages de perfectionnement en cours d'emploi en matière de techniques et stratégies de maintien de l'ordre public, de maniement des armes, de combat à mains nues, d'utilisation de moyens de contrainte non létaux et de capacité opérationnelle/intervention rapide à l'intention des agents de l'Unité d'appui de la police libérienne et du Groupe d'intervention d'urgence dans chacune des 5 circonscriptions des services de police du pays et à Monrovia	Non	La formation n'a pas été achevée en raison de la prise en compte des cours de remise à niveau dans le renforcement des capacités de la Police nationale libérienne, de son Unité d'appui et du Groupe d'intervention d'urgence, dans le cadre d'accords d'aide bilatérale conclus avec les États-Unis. Toutefois, un atelier de formation sur les droits de l'homme organisé à l'intention de 450 membres du personnel de l'Unité d'appui de la police nationale a été mené à bien.
Organisation de 6 stages de formation en matière de police de proximité dans le cadre de 6 forums sur la police de proximité dans 5 régions et à Monrovia	2	2 stages de formation en matière de police de proximité ont eu lieu à Monrovia et à Kakata. 4 stages ont été annulés en raison de l'envoi tardif par la Police nationale libérienne des noms des participants choisis; toutefois, ces stages ont par la suite été organisés en juillet 2015, à Gbarnga, Harper, Tubmanburg et Zwedru.
Organisation de 1 565 stages de formation et de mentorat (1 stage × 5 régions × 313 jours) en matière de planification opérationnelle, d'administration, de gestion, de discipline, de protection des civils, de règles d'engagement et d'utilisation de la force à l'intention de la division des patrouilles de la Police nationale libérienne dans 5 régions et à Monrovia	1 910	Le nombre plus élevé que prévu de stages s'explique par l'adoption d'un modèle de renforcement des capacités à l'échelle des comtés, qui a permis d'augmenter la portée des activités de formation et de mentorat de la Police des Nations Unies.
Organisation de 20 stages de formation (5 au niveau régional et 15 au niveau des comtés), en matière d'élaboration des plans opérationnels de la Police nationale libérienne	14	Le nombre moins élevé que prévu de stages de formation s'explique par l'épidémie d'Ebola. Toutefois, les 6 stages restants ont été organisés en juillet 2015.
Organisation de 6 ateliers de formation de formateurs pour l'Unité d'appui de la police libérienne et le Groupe d'intervention d'urgence sur les questions suivantes : opérations; affaires criminelles; ordre public/intervention d'urgence; procédures administratives; formation et perfectionnement; planification	Non	Au cours de la période considérée, les États-Unis se sont chargés du renforcement des capacités de l'Unité d'appui de la police et du Groupe d'intervention d'urgence. Néanmoins, la Police des Nations Unies leur a fourni un appui technique pour l'organisation d'un atelier de formation de formateurs de premiers intervenants pour la Police nationale libérienne. 3 élèves qui ont terminé le cours assureront la formation du personnel de l'Unité d'appui de la police et du Groupe d'intervention d'urgence.
Organisation de 30 stages de formation en cours d'emploi pour les agents de la Police nationale libérienne, sur les questions suivantes : tenue de	70	Le nombre de stages de formation en cours d'emploi plus élevé que prévu s'explique par le recours à une équipe itinérante de formation et

registres; gestion de bureau; commandement et surveillance; sûreté et sécurité publique; planification et exécution d'opérations; interventions tactiques et techniques d'arrestation de base; rôle et responsabilités des premiers intervenants; entretiens et interrogatoires; protection des civils et respect des droits de l'homme; police de proximité

par l'efficacité et la portée du modèle de prestation à l'échelle des comtés pour les activités de formation et de mentorat de la Police des Nations Unies.

Composante 2 : état de droit

45. Comme il est indiqué dans les tableaux ci-dessous, la Mission s'est essentiellement attachée à soutenir la réforme de la législation et des politiques, à améliorer l'application du principe de responsabilité dans les secteurs de l'état de droit et de la sécurité, à développer les capacités des institutions des secteurs de la justice et de la sécurité tout en améliorant la qualité de leurs services et à renforcer les capacités nationales de promotion et de protection des droits de l'homme. Cependant, l'épidémie d'Ebola qui a sévi au Libéria a eu de lourdes répercussions sur les secteurs de l'état de droit et de la sécurité. La Mission a continué de mettre l'accent sur les tâches et engagements prioritaires prévus dans son cadre de budgétisation axé sur les résultats, notamment l'adoption de mesures proactives destinées à concrétiser sa stratégie de protection des civils, et l'appui aux partenaires nationaux a été adapté au cadre opérationnel. On retiendra en particulier que l'état d'exception déclaré par le Président en août 2014 a obligé les institutions nationales à se concentrer sur des questions opérationnelles, ce qui a eu des répercussions sur le renforcement des capacités en entraînant des retards dans l'exécution des activités prévues, voire des modifications substantielles de celles-ci. L'appui apporté par la MINUL à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation a principalement été axé sur le renforcement de la gouvernance et des capacités d'intervention en cas de crise, le développement de capacités intégrées de planification et d'exécution des opérations, l'intensification des campagnes d'information de la population locale et le renforcement des capacités de gestion et de contrôle des frontières. En ce qui concerne le système de justice pénale au sens large, les activités de sensibilisation et d'appui menées par la MINUL ont permis de lancer des initiatives visant à adopter des solutions de rechange au placement en détention et conduit à l'examen systématique des dossiers des personnes placées en détention préventive. La Mission a continué de fournir un appui de taille au Bureau de l'administration pénitentiaire en offrant un encadrement quotidien dans les établissements pénitentiaires et en prenant des mesures pour prévenir la diffusion du virus Ebola au sein de la population carcérale. En outre, elle a continué de lutter contre la violence sexuelle et sexiste en dispensant des formations à l'intention des membres de la police et du ministère public et en adoptant une démarche d'ensemble en ce qui concerne l'établissement de la deuxième version du Programme commun Gouvernement-ONU.

46. L'appui que la Mission a fourni aux secteurs de l'état de droit et de la sécurité au cours de la période considérée a été fortement influencé par le mandat que le Conseil de sécurité lui a confié par sa résolution 2190 (2014), dans laquelle il a fixé au 30 juin 2016 au plus tard le transfert au Gouvernement libérien de toutes les responsabilités en matière de sécurité incombant à la MINUL. Dans cette résolution, le Conseil a également demandé au Gouvernement de formuler un plan de

renforcement du secteur de la sécurité coordonné avec la reconfiguration de la MINUL. Aux fins de l'établissement de ce plan et pour accélérer l'exécution de leurs activités prioritaires, parmi lesquelles la rédaction d'une nouvelle législation les concernant, l'amélioration de la gestion des armes et l'élaboration de supports de formation sur la sécurité dans le secteur pénitentiaire, la Mission a aidé les institutions chargées de la sécurité à mener des auto-évaluations.

47. Par ailleurs, la MINUL s'est encore davantage attachée à améliorer le respect des droits de l'homme et l'application du principe de responsabilité par les institutions de l'état de droit. Elle a appuyé la création d'un groupe d'inspection judiciaire et lancé, en collaboration avec le PNUD, un projet visant à faciliter la décentralisation du département responsable de la discipline interne au sein de la police. Une formation sur les droits de l'homme a été organisée à l'intention des services de police de l'ensemble du pays. La Mission a en outre lancé l'initiative Ebola Rights Watch, qui consiste à surveiller la situation des droits de l'homme et en rendre compte et à promouvoir le respect de ces droits. En outre, elle a renforcé l'aide apportée à la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, pris la direction du groupe de protection créé pendant la crise de l'Ebola et aidé le Gouvernement libérien au cours de la deuxième phase de l'examen périodique universel.

Réalisation escomptée 2.1 : Avancement de la réforme du cadre législatif et décisionnel national

Indicateurs de succès prévus

Soumission à l'autorité compétente, pour approbation, de règlements régissant l'application de la législation relative à la Police nationale, au Bureau de l'immigration et de la naturalisation, au Bureau de l'administration pénitentiaire et à l'Office de lutte contre la drogue (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 4)

Mise en œuvre de la version révisée de la Stratégie de sécurité nationale, conformément au plan d'application (2012/13 : s.o.; 2013/14 : 2; 2014/15 : 5)

Indicateurs de succès effectifs

Aucun règlement n'a été soumis à approbation en raison de retards dans l'élaboration et l'adoption des lois. Les projets de loi relatifs à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation ont néanmoins été rédigés en juillet 2015 et soumis au Parlement en août 2015. Une fois que les lois auront été promulguées par le Président, les règlements correspondants pourront être établis. Le règlement concernant le Bureau de l'administration pénitentiaire sera élaboré après l'adoption de la loi sur les prisons, dont le Parlement est saisi depuis plus d'un an (ayant accordé la priorité à d'autres textes) mais qu'il devrait adopter en 2016. La législation relative à l'Office de lutte contre la drogue a été promulguée en octobre 2014, mais l'Office doit encore déterminer à quels règlements il accordera la priorité.

En juillet 2014, le Gouvernement a suspendu l'examen et la révision de la Stratégie de sécurité nationale en raison de l'épidémie d'Ebola. Suite à l'adoption de la résolution 2190 (2014), par laquelle le Conseil de sécurité le priait de formuler un plan de renforcement du secteur de la sécurité, il a fait de cette tâche une priorité, adoptant en mars 2015 un plan de transfert des attributions de la MINUL. En conséquence, aucune mesure n'a été prise pour relancer l'examen de la stratégie de sécurité nationale. Le plan en reprend toutefois les éléments clefs.

Augmentation du nombre de lois et politiques axées sur le respect des droits de l'homme, et notamment des normes applicables en la matière (2012/13 : 2; 2013/14 : 3; 2014/15 : 4)

Seule la loi sur le travail décent est axée sur le respect des droits de l'homme. 3 autres projets de lois, relatifs à la violence domestique, à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation, ont néanmoins été élaborés selon une approche fondée sur ces droits.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Examen technique du processus législatif national, à l'issue duquel seront formulées des recommandations destinées à renforcer la cohérence et la coordination entre les différentes institutions nationales concernées	1	Le processus législatif national a fait l'objet d'un examen technique. Des difficultés et des lacunes ont été relevées et des recommandations ont été formulées, ce qui a conduit à l'élaboration d'un plan de réforme de la législation nationale. Toutefois, en raison de divergences d'opinion entre les acteurs nationaux, ce plan n'a pas encore été mis en œuvre. La MINUL continue d'utiliser de ses bons offices auprès des parties prenantes pour les amener à un accord.
Présentation de 6 documents consultatifs sur la réforme du cadre législatif et décisionnel aux institutions nationales suivantes : Ministère de la justice; Ministère de la sécurité nationale; Bureau national des enquêtes; Commission de la réforme législative; appareil judiciaire; Police nationale	6	Six documents consultatifs ont été présentés aux institutions nationales, dont un rapport d'évaluation du processus législatif, un document de réflexion sur la politique d'aide juridictionnelle, un document de réflexion sur l'élaboration de la politique nationale de justice pénale, un document de réflexion sur la politique de plaider-coupable, un document consultatif sur le projet de loi relatif aux pensions alimentaires et un document consultatif sur l'établissement du montant standard des frais de justice et des amendes pour tous les tribunaux.
Organisation d'un atelier réunissant les institutions du secteur de la sécurité, notamment la Police nationale, le Bureau de l'immigration et de la naturalisation et l'Office de lutte contre la drogue, en vue de l'établissement d'un mécanisme d'application de la nouvelle version de la Stratégie de sécurité nationale	Non	Le Gouvernement ayant décidé de se concentrer sur l'élaboration du plan de transfert des attributions de la MINUL plutôt que sur la Stratégie de sécurité nationale, cet atelier n'a pas eu lieu. Toutefois, le groupe de travail de la société civile sur la réforme du secteur de la sécurité a été invité à participer au processus de consultation et de validation concernant la loi relative à la police, la loi relative au Bureau de l'immigration et de la naturalisation et la loi relative aux armes à feu (5 réunions), ainsi qu'au processus de validation du plan de transfert des attributions de la MINUL établi par le Gouvernement (1 réunion).

Organisation de réunions mensuelles visant à apporter des conseils et une assistance technique à l'Association des parlementaires libériens pour les droits de l'homme en vue de l'adoption de lois respectueuses des droits de l'homme	Non Les réunions mensuelles ont cessé en même temps que l'activité législative régulière, durant la crise de l'Ebola, mais ont repris en mars 2015. L'Association des parlementaires libériens pour les droits de l'homme a tenu 3 réunions sur la planification et l'exécution, par le Parlement, d'activités de promotion des droits de l'homme.
Élaboration, en collaboration avec la Commission nationale libérienne des armes légères, d'un plan de travail à l'intention de cette dernière	1 L'élaboration du plan de travail de la Commission pour 2015 a été achevée en janvier 2015.

Réalisation escomptée 2.2 : Renforcement de l'application du principe de responsabilité dans les secteurs de la justice et de la sécurité

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Création d'un mécanisme de contrôle civil (2012/13 : s.o.; 2013/14 : 0; 2014/15 : 1)	Les projets de lois relatifs à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation contiennent des dispositions relatives à l'établissement d'un mécanisme de contrôle civil.
Augmentation du pourcentage de recommandations issues des examens des dispositifs de gestion et de responsabilisation réalisés dans le cadre du Programme conjoint pour la justice et la sécurité qui sont mises en œuvre (2012/13 : s.o.; 2013/14 : 20 %; 2014/15 : 25 %)	Objectif atteint. Sur les 20 recommandations formulées, 6 (soit 30 %) ont été mises en œuvre en 2014/15 : le Ministère de la justice a commencé à élaborer une stratégie générale de réforme du ministère public reposant sur la création de 5 divisions spécialisées; des postes de responsabilité au sein de la Police nationale ont été pourvus en interne; les autorités judiciaires ont continué de s'employer à améliorer l'application du principe de responsabilité, s'attachant en particulier à établir un groupe d'inspection judiciaire, notamment en recrutant et formant 4 inspecteurs, et un bureau chargé des questions de jurys; un document de réflexion sur l'élaboration d'une politique nationale de justice pénale a été rédigé et est actuellement examiné par les acteurs concernés; de nouveaux avocats commis d'office ont été nommés; le contrôle exercé par le Parlement sur le secteur de la sécurité a été renforcé car, depuis les élections sénatoriales spéciales de 2014, les institutions nationales chargées de la sécurité rendent compte plus fréquemment aux comités législatifs compétents.
Constitution et mise en place de bureaux de la Division de la déontologie de la Police nationale dans les cinq directions régionales (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 5)	Les bureaux prévus n'ont pas été créés, principalement parce que la formation des nouveaux agents a été retardée par l'épidémie d'Ebola. Toutefois, 25 membres de la Police nationale ont été sélectionnés en vue d'un déploiement (5 par région) et il était prévu de les former en octobre 2015. Les bureaux régionaux devaient ouvrir au dernier trimestre de 2015.

Mise en place d'un système de promotion juste, transparent et non politisé garantissant l'avancement au mérite pour tous les membres de la Police nationale, quel que soit leur grade (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 1)

Un projet de système a été élaboré, mais il n'a pas abouti à l'adoption d'une politique définitive car, à l'issue de consultations menées dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à la police, les parties prenantes ont décidé que la question des promotions serait régie par des règlements et des instructions administratives.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Élaboration, en collaboration avec le Ministère de la justice, d'un cadre réglementant le contrôle exercé par les autorités civiles	Non	Des dispositions concernant le contrôle exercé par les autorités civiles ont été incluses dans les projets de loi relatifs à la Police nationale et au Bureau de l'immigration et de la naturalisation.
Tenue, avec le groupe de travail de la société civile sur le secteur de la sécurité, de 5 réunions consacrées au développement des institutions chargées de la sécurité, et notamment à la rédaction de textes législatifs et réglementaires	5	Cinq réunions ont été tenues avec le groupe de travail de la société civile sur le secteur de la sécurité, dans le cadre desquelles ont été menées des consultations et des activités de validation de la loi relative à la Police nationale, de la loi relative au Bureau de l'immigration et de la naturalisation (3 consultations) et de la loi sur les armes à feu (1 consultation). Le groupe de travail a en outre participé à la validation du plan de transfert des attributions de la MINUL établi par le Gouvernement (1 consultation).
Présentation, aux autorités judiciaires, au ministère public et à la Police nationale, de 3 documents consultatifs concernant le renforcement de leurs capacités de contrôle interne	Non	Seuls 2 documents consultatifs ont été présentés : 1 aux autorités judiciaires, sur l'examen du montant des frais de justice et des amendes, et 1 à la Police nationale, sur les questions de contrôle mentionnées dans le projet de loi relatif à la Police. Aucun document n'a été présenté au ministère public, la question du contrôle interne au parquet ayant été traitée dans le cadre des activités d'appui technique visant à améliorer le suivi des affaires.
Élaboration, en collaboration avec la Police nationale, d'une politique établissant au sein de cette dernière un système de promotion juste, transparent, et non politisé garantissant l'avancement au mérite pour tous ses membres, quel que soit leur grade	Non	Un projet de politique a été élaboré. Toutefois, il n'a pas abouti à l'adoption d'une politique définitive car, à l'issue de consultations menées dans le cadre de l'élaboration du projet de loi relatif à la Police, les parties prenantes ont décidé que la question des promotions serait régie par les règles et instructions administratives relatives à l'application de cette nouvelle loi

Adoption d'un code déontologique à l'intention de la Police nationale et en collaboration avec elle

- 1 Un code déontologique a été adopté et ses dispositions feront l'objet d'un examen visant à assurer leur conformité à la loi relative à la police, une fois celle-ci promulguée.

Conception, en collaboration avec la Police nationale, d'un mécanisme permettant de signaler les fautes professionnelles commises par ses membres, qui sera mis en œuvre dans les 15 comtés

- 1 Un mécanisme de signalement des fautes professionnelles a été conçu et sera mis en œuvre dans l'ensemble du pays après la décentralisation de la Division de la déontologie de la Police nationale, prévue pour le dernier trimestre de 2015. En outre, avec le soutien de la MINUL, la Division a mené des activités visant à informer le public au sujet du service de permanence téléphonique qu'elle a mis en place pour recueillir les plaintes.

Présentation à la Supreme Court des résultats de l'examen de la grille des dépenses et des amendes devant les tribunaux d'instance (Magistrate's Courts et Circuit Courts) dans les 15 comtés du Libéria

- 1 La grille des dépenses et des amendes devant les tribunaux d'instance (Magistrate's Courts et Circuit Courts) et la Supreme Court a été examinée et présentée à cette dernière pour observations. Celles-ci devaient être soumises en septembre 2015 au plus tard et ensuite être validées par les parties prenantes, dont le Ministère de la justice, l'Ordre national des avocats, les organes législatifs, la Commission de la gouvernance, la Commission de la réforme législative, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et la société civile.

Organisation, à l'intention de 25 membres de la Commission judiciaire et de la Commission de la défense du Parlement, de 3 séminaires de renforcement des capacités de contrôle des institutions chargées de la justice et de la sécurité

- Non Avant les élections sénatoriales spéciales de décembre 2014, les commissions législatives ne s'intéressaient guère au contrôle des institutions chargées de la justice et de la sécurité. Toutefois, suite à l'élection du nouveau Président du Comité de la défense du Sénat, au début de 2015, la collaboration avec les commissions législatives devrait être resserrée, et la MINUL compte organiser les séminaires prévus durant la période 2015/16.

Organisation d'activités mensuelles visant à renforcer les moyens dont disposent l'unité antiémeutes de la Police nationale, les agents du Bureau de l'immigration et de la naturalisation en poste aux frontières et les éléments de l'armée libérienne devant être déployés dans des opérations de paix pour dispenser des formations en matière de droits de l'homme et faire en sorte que le respect de ces droits fasse l'objet d'un contrôle systématique

- Non Ces activités n'ont pas été menées, l'accent ayant été mis à la place sur le renforcement de l'application du principe de responsabilité au sein des services nationaux de sécurité, en accord avec les partenaires nationaux. 8 réunions de travail ont été organisées avec l'armée libérienne (3 réunions), la Police nationale (4 réunions) et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation (1 réunion) en vue de promouvoir

Réalisation d'un examen du fonctionnement du Ministère de la justice, sur la base duquel seront formulées des recommandations visant à coordonner de manière efficace et rationnelle les activités des 14 entités relevant de ce ministère qui sont chargées de la justice et de la sécurité	Non	l'intégration de la surveillance du respect des droits de l'homme dans les mécanismes d'application du principe de responsabilité. L'examen n'a pas été effectué en raison du changement intervenu dans la direction du Ministère de la justice. Il devrait néanmoins avoir lieu au dernier trimestre de 2015.
Définition, en collaboration avec l'appareil judiciaire, du mandat du Groupe d'inspection judiciaire du Bureau de l'Administrateur judiciaire	1	La définition du mandat du Groupe d'inspection judiciaire a été achevée, en collaboration avec l'appareil judiciaire.

Réalisation escomptée 2.3 : Renforcement des capacités des institutions libériennes chargées de la justice et de la sécurité

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Création de centres de formation dans 3 directions régionales de la Police nationale (2012/13 : 0; 2013/14 : 1; 2014/15 : 3)	2 centres de formation régionaux de la Police nationale ont été créés, à Gbarnga et à Harper. Le centre qui devait être établi à Zwedru ne l'a pas été car l'Inspecteur général de la Police a affecté les ressources prévues à d'autres fins et il a été décidé que la création d'un troisième centre n'était pas une priorité. L'Académie nationale de police et la Police des Nations Unies ont mis sur pied une équipe de formation itinérante, ce qui a également facilité la formation des policiers dans l'ensemble du pays.
Augmentation du nombre de comtés dans lesquels un système normalisé de tenue des dossiers a été adopté par la magistrature (siège et parquet) (2012/13 : 0; 2013/14 : 4; 2014/15 : 5)	Un système manuel de tenue des dossiers a été mis en service à l'intention des juges dans 2 nouveaux comtés (Bomi et Grand Cape Mount), ce qui porte à 11 le nombre total de comtés utilisant ce type de système. Cette augmentation est due à l'appui fourni par un partenaire bilatéral. Un système comparable a été conçu à l'intention du ministère public et sera mis en service une fois qu'il aura été approuvé par le Ministère de la justice.
Augmentation du nombre d'agents pénitentiaires formés (2012/13 : 270; 2013/14 : 330; 2014/15 : 400)	Le recrutement et la formation de base ont été retardés en raison de l'épidémie d'Ebola et du manque de fonds. Toutefois, le recrutement de 140 candidats a été lancé en août 2015 et les intéressés devaient commencer à être formés d'ici à octobre 2015.
Augmentation du nombre de projets relevant du plan stratégique du Bureau de l'immigration et de la naturalisation menés à bien (2012/13 : 20; 2013/14 : 25; 2014/15 : 30)	Aucun autre projet relevant du plan stratégique n'a été mené à bien. Au cours de la première moitié de la période considérée, l'épidémie d'Ebola a conduit le Bureau de l'immigration et de la naturalisation à concentrer ses efforts sur des questions opérationnelles. Son plan stratégique est officiellement venu à expiration en décembre 2014. En décembre 2014 et janvier 2015,

avec l'appui de la MINUL, le Bureau a commencé à planifier une évaluation stratégique, qui a été menée en février 2015 et a débouché sur l'établissement d'un nouveau cadre de développement stratégique des projets.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Organisation de 2 sessions de planification stratégique à l'intention de chacune des 5 institutions chargées de la justice et de la sécurité (appareil judiciaire, Ministère de la justice, Police nationale, Bureau de l'immigration et de la naturalisation et Bureau de l'administration pénitentiaire)	Non	2 sessions de planification stratégique ont été organisées à l'intention de la Police nationale et du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, ce qui a aidé ces institutions à mener leurs auto-évaluations stratégiques, sur la base desquelles le Gouvernement a établi son plan de transfert des attributions de la MINUL. 2 autres sessions ont été organisées à l'intention du Bureau de l'administration pénitentiaire, facilitant la mise au point de son plan stratégique. En raison du changement intervenu dans la direction du Ministère de la justice et du fait que celui-ci était concentré sur l'établissement du plan de transfert des attributions de la MINUL, aucune session n'a été organisée à son intention. Les sessions prévues pour les autorités judiciaires n'ont pas eu lieu non plus, celles-ci ayant décidé de procéder à une évaluation interne en se fondant sur leur précédent plan stratégique.
Établissement, à l'intention de la Police nationale et du Ministère de la justice, de 4 rapports de suivi et d'évaluation des mesures prises au niveau national pour combler les graves lacunes recensées en 2013 à l'issue de l'examen initial mené par la Police nationale et la MINUL	Non	La Mission s'est en priorité attachée à aider la Police nationale à établir un plan d'appui à la lutte contre Ebola. La Police des Nations Unies et la MINUL ont publié 4 rapports d'activités consacrés à ce plan d'appui, à la police de proximité, au respect par la police des dispositions constitutionnelles relatives à la détention et à la formation. En janvier 2015, l'épidémie d'Ebola terminée, la Police nationale a effectué, avec l'aide de la MINUL, une auto-évaluation stratégique dont les conclusions ont été utilisées aux fins de l'élaboration de son cadre de développement et du plan de transfert des responsabilités en matière de sécurité nationale adopté par le Gouvernement.

Organisation, à l'échelon des régions et des comtés et en collaboration avec la Police nationale, d'une campagne de recrutement ciblant les femmes issues du milieu rural remplissant les conditions minimales en ce qui concerne l'âge et le niveau d'études

Formulation, en collaboration avec l'Académie nationale de police, de 3 plans de formation à l'intention de 3 centres de formation régionaux

Élaboration, en collaboration avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation, de 5 plans de mise en œuvre et de suivi des projets

Formulation, en collaboration avec le Bureau de l'administration pénitentiaire, de directives nationales relatives au respect des bonnes pratiques en matière pénitentiaire

Conception de 11 modules de formation de base reposant sur une pédagogie adaptée aux adultes, que le Bureau de l'administration pénitentiaire utilisera pour former 70 nouveaux agents

Formulation, en collaboration avec le Bureau de l'administration pénitentiaire, d'un plan d'encadrement pour chacun des cadres de cette entité (dont 20 % de femmes) ayant suivi une formation à la gestion en 2013/14

1 La campagne de recrutement prévue a été organisée dans l'ensemble du pays et 99 candidates ont été présélectionnées.

2 Les plans de formation devant être mis en place dans les centres de formation de la Police nationale établis à Gbarnga et à Harper ont été formulés et soumis à l'approbation du commandant de l'Académie nationale de police. Un autre plan sera établi à l'intention du centre de formation de Zwedru une fois qu'il aura été créé.

5 Des plans de mise en œuvre et de suivi ont été élaborés en collaboration avec le Bureau de l'immigration et de la naturalisation au regard de projets portant sur les thèmes suivants : examen de la loi relative aux étrangers et à la nationalité; examen de l'organigramme et de la structure hiérarchique du Bureau; examen du programme de formation; élaboration de politiques relatives au parc de véhicules, à la logistique et aux installations; réorganisation du système de gestion des dossiers.

1 Des directives nationales relatives au respect des bonnes pratiques en matière pénitentiaire ont été formulées en collaboration avec le Bureau de l'administration pénitentiaire et soumises au Ministère de la justice en février 2015 pour examen et approbation.

11 Onze modules ont été examinés et révisés et ont été utilisés pour former de nouveaux agents lorsque le recrutement a recommencé, en octobre 2015.

Non La formulation des plans a été reportée en raison de l'épidémie d'Ebola, le Bureau de l'administration pénitentiaire s'étant employé en priorité à éviter que le virus ne se propage dans les établissements pénitentiaires. Des plans basés sur le modèle de la formation à la gestion pour

		les cadres étaient en cours d'élaboration et devaient pouvoir être mis en œuvre dès octobre 2015.
Élaboration d'un manuel de formation des formateurs destiné à assurer la formation continue du personnel pénitentiaire en ce qui concerne les procédures de sécurité et l'administration des prisons, et d'un programme de formation de niveau avancé (phase II) sur l'utilisation de moyens de contrainte non meurtriers	Oui	Le manuel et le programme prévus ont été élaborés
Organisation d'une formation de 5 jours sur la formation, l'encadrement et le travail dans des locaux partagés, destinée à 25 formateurs membres du Bureau de l'immigration et de la naturalisation, de la Police nationale, du Bureau de l'administration pénitentiaire et de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme	Non	Pendant l'épidémie d'Ebola, les partenaires nationaux ont mis l'accent sur les activités opérationnelles et bon nombre de formations ont été suspendues, les autorités ayant par mesure de prévention déconseillé les rassemblements non nécessaires. Une fois la crise terminée, les activités de formation ont repris, mais la priorité a été donnée à la formation des nouvelles recrues.
Organisation d'un atelier de formation de 5 jours consacré aux droits de l'homme et à la problématique hommes-femmes, destiné à 30 membres d'organisations de la société civile, notamment des organisations féminines, s'occupant de questions liées à la justice et à la sécurité	Non	Cet atelier n'a pas eu lieu car les parties prenantes étaient occupées à mener des activités de prévention d'Ebola, de lutte contre l'épidémie ou de relèvement. Il devrait toutefois être organisé durant la période 2015/16.
Organisation, à l'intention du Ministère de la justice, du Bureau de l'Administrateur judiciaire et des greffiers en poste dans les régions relevant des deuxième et troisième centres pour la justice et la sécurité, de 10 réunions d'information consacrées au lancement et à l'utilisation du système manuel de tenue des dossiers	12	7 réunions d'information ont été organisées à l'intention du ministère public et du Ministère de la justice, et 2 à l'intention des greffiers en poste dans les centres 2 (Harper) et 3 (Zwedru). Il a été convenu avec les partenaires nationaux qu'une dixième réunion n'était pas nécessaire, mais comme suite à une demande du Ministère de la justice, 3 réunions d'information sur les méthodes d'archivage ont été organisées pour améliorer le fonctionnement du système de tenue des dossiers.

Réalisation escomptée 2.4 : Amélioration des services fournis par les institutions chargées de la justice et de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Prestation de services par l'intermédiaire des centres régionaux pour la justice et la sécurité (2012/13 : 3 comtés; 2013/14 : 5 comtés; 2014/15 : 6 comtés)

Les centres régionaux pour la justice et la sécurité ont offert des services dans 8 comtés. L'accent ayant été mis sur la prestation de services plutôt que sur les infrastructures, les centres ont commencé à offrir des services dans 2 comtés supplémentaires. D'autres volets du projet, comme la construction de nouvelles infrastructures, ont en revanche été suspendus en raison de l'épidémie d'Ebola. Les services qui dépendaient de ces infrastructures n'ayant pas pu être fournis, l'objectif n'a été que partiellement atteint.

Augmentation du pourcentage de cas de violence sexuelle et sexiste qui sont signalés à la police du comté de Montserrado font l'objet d'une enquête et donnent lieu à un procès devant le tribunal pénal E (2012/13 : s.o.; 2013/14 : 4 %; 2014/15 : 30 %)

Sur les 233 cas de violence sexuelle et sexiste qui ont été signalés à la police du comté de Montserrado, 59 ont fait l'objet d'une enquête et ont été renvoyés devant le tribunal pénal E, et 10 ont donné lieu à un procès (soit 17 % des dossiers traités, contre 30 % prévus pour l'exercice 2014/15). L'objectif n'a pas pu être atteint car, pendant la plus grande partie de l'exercice, un seul juge siégeait au tribunal pénal E, ce qui a limité le nombre d'affaires pouvant arriver au stade du procès. Par suite des efforts de sensibilisation déployés par la MINUL et ses partenaires, un autre juge a été nommé au tribunal en juillet 2015.

Décentralisation des services chargés de la gestion des locaux et du parc automobile de la Police nationale libérienne vers 3 directions régionales (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 3)

Les services chargés de la gestion des locaux et du parc automobile de la Police nationale libérienne ont été transférés à la direction régionale de Gbarnga. La décentralisation vers les deux autres directions régionales n'a pas eu lieu, parce que les dirigeants de la police n'avaient pas approuvé les règles de gestion et que les infrastructures d'appui à la décentralisation et au déploiement du personnel étaient inadéquates. Elle devrait reprendre une fois que les règles auront été approuvées, au cours de l'exercice 2015/16.

Diminution du pourcentage d'accusés placés en détention provisoire (2012/13 : 80 %; 2013/14 : 75 % 2014/15 : 70 %)

Objectif atteint. Au 30 juin, le taux de détention provisoire était de 68 %.

Produits prévus

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Élaboration de 3 modèles et organisation de 20 réunions d'information sur l'examen des dossiers, à l'intention des procureurs, des avocats commis d'office, des fonctionnaires du service chargé des cas de violence sexuelle et sexiste et du tribunal pour mineurs (7 personnes par réunion)

Oui 3 modèles ont été élaborés aux fins de l'examen des dossiers. 23 réunions d'information ont été organisées, dont 18 à l'intention des procureurs, y compris l'équipe spéciale chargée des vols à main armée du Ministère de la justice (15 sessions) et le service chargé des cas de

violence sexuelle et sexiste (5 sessions). Elles ont porté en particulier sur l'examen des dossiers, les aspects connexes de leur gestion, y compris leur suivi et la tenue de la base de données, et les pratiques à suivre lors des procès. Ce chiffre, supérieur aux prévisions, tient au fait que les interlocuteurs nationaux ont accordé une attention accrue au suivi et à la gestion des dossiers en vue de limiter les détentions provisoires pendant l'épidémie d'Ebola.

2 autres réunions sur la gestion des dossiers ont été organisées à l'intention d'un plus grand nombre de participants (28), car il a été convenu avec les interlocuteurs nationaux que des séances conjointes réunissant procureurs, coordonnateurs, agents d'accompagnement des victimes, personnel médical et membres du service de protection des femmes et des enfants permettraient de renforcer la coopération entre les différents intervenants.

Organisation, à l'intention de 175 agents de la Police nationale libérienne, de 7 ateliers de formation (5 dans les régions et 2 à Monrovia) sur les thèmes suivants : la conduite des enquêtes judiciaires et la coordination avec le ministère public libérien (dans le cadre du mémorandum d'accord sur la conduite des enquêtes de police et la coordination des poursuites conclu entre la Police nationale et le ministère public); la protection des femmes et des enfants; les sévices sexuels et actes de violence sexiste; la criminalistique; le renseignement criminel; la criminalité transnationale et l'Organisation internationale de police criminelle

Organisation, à l'intention de 80 agents de la police judiciaire et du service de protection des femmes et des enfants, de 4 ateliers de perfectionnement ou de spécialisation portant sur la conduite des enquêtes, la gestion des dossiers et l'organisation des poursuites en cas de violence sexuelle ou sexiste en coordination avec le ministère public

- 6 5 ateliers de formation en interne ont été organisés dans 5 régions à l'intention de 157 policiers et procureurs sur le mémorandum d'accord conclu entre la Police nationale et le ministère public, en particulier sur la conduite des enquêtes judiciaires, le renseignement criminel, la criminalistique, les questions liées à la protection des femmes et des enfants et la coordination avec le ministère public libérien dans les cas de violence sexiste ou sexuelle. Les 2 ateliers qui devaient avoir lieu à Monrovia n'ont pas pu être organisés, le Procureur général ne les ayant pas approuvés à temps. Un atelier de formation sur la collecte, le traitement et la diffusion d'éléments de renseignement a été organisé à Monrovia à l'intention de 15 agents de l'unité de lutte contre la criminalité transnationale.
- 8 4 ateliers de spécialisation sur les techniques d'interrogatoire ont été organisés à l'intention de 44 agents du service de protection des femmes et des enfants et du service judiciaire de la Police nationale afin de les aider à mieux conduire les enquêtes et gérer les dossiers et à renforcer la coordination avec le ministère public en cas de violence sexuelle ou sexiste; 4 ateliers ont été menés à l'intention de 200 agents du service de protection des femmes et

Organisation, à l'intention de 100 agents de la Police nationale libérienne, à l'Académie nationale de police, de 4 ateliers de perfectionnement ou de spécialisation sur la police de proximité, les droits de l'homme, l'encadrement opérationnel et intermédiaire et les enquêtes de police judiciaire

Organisation, à l'intention de 105 agents de la Police nationale libérienne, de 7 stages de formation (4 dans les locaux de la direction nationale et 3 dans ceux des directions régionales) sur l'application des règles concernant la gestion des locaux et du parc automobile

Élaboration, à l'intention des institutions publiques (en particulier le Ministère de la justice, l'appareil judiciaire et la Commission de la réforme législative), d'un rapport analytique d'ensemble sur l'efficacité des tribunaux d'instance (Circuit Courts) dans les 15 comtés du Libéria

des enfants (2 à Monrovia, 1 à Buchanan et 1 à Gbarnga) sur les notions fondamentales des droits de l'enfant, en particulier sur les enquêtes et la gestion des dossiers d'infractions commises par des enfants ou à leur rencontre. Le nombre de séances et de participants plus élevé que prévu tient au fait que les enquêtes pénales impliquant respectivement les adultes et les enfants ont fait l'objet de séances de formation distinctes.

8 Ateliers de perfectionnement ou de spécialisation ont été organisés à Monrovia et dans 7 comtés à l'intention de 162 agents de la Police nationale : 4 portaient sur les droits de l'homme, la police de proximité et les enquêtes de police judiciaire, et les 4 autres sur l'encadrement opérationnel et intermédiaire. Ce résultat, supérieur aux prévisions, tient au fait que les fonctions de formation spécialisée en interne ont été confiées aux bureaux de région et de comtés dans le cadre de la décentralisation de l'Académie nationale de police.

Non 5 stages de formation sur la gestion des locaux et du parc automobile ont été organisés (2 à la direction régionale de Gbarnga et 2 à celle de Harper, et 1 à la direction nationale à Monrovia) à l'intention de 44 policiers. Les 2 autres stages, qui devaient avoir lieu aux directions régionales, ont dû être reportés en attendant l'approbation des règles de gestion des locaux et du parc automobile, qui devrait être donnée à l'exercice 2015/16.

Non Le produit n'a pas été exécuté car il a été convenu avec le Président de la Cour suprême qu'il valait mieux que ce soit les autorités judiciaires qui établissent le rapport plutôt que la MINUL. Celle-ci s'est donc attachée à renforcer les capacités nationales du corps d'inspecteurs des tribunaux afin de l'aider à établir le rapport. Toutefois, en accord avec le Président de la Cour suprême et le Ministère de la justice, elle a élaboré, à l'intention des autorités judiciaires et du Ministère de la justice, 1 rapport analytique d'ensemble sur la mesure dans laquelle avaient été respectées les instructions données par ces derniers aux intervenants du système de justice pénale pendant l'épidémie d'Ebola.

Élaboration, à l'intention des institutions publiques et d'autres partenaires, notamment le Ministère de la justice, l'appareil judiciaire, la Commission de la réforme législative et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, de rapports analytiques mensuels sur les services offerts par les trois centres régionaux pour la justice et la sécurité

Non La MINUL a élaboré et présenté au Gouvernement 6 rapports sur les services offerts par le centre régional pour la justice et la sécurité de Gbarnga. Les deux autres centres n'étant pas encore complètement opérationnels, les rapports les concernant n'ont pas été établis.

Élaboration de 1 rapport sur les différentes possibilités qui s'offrent au Comité pour l'amélioration de l'accès à la justice en vue d'harmoniser la justice formelle et la justice informelle

Non Cet objectif n'a pas été atteint car les institutions nationales, y compris le Ministère de la justice et la Commission de la réforme législative, ne se sont pas mises d'accord sur une stratégie d'harmonisation concrète et viable.

Réalisation d'un examen de l'expérience vécue par les femmes et les filles pour ce qui est de l'accès à la justice formelle ou traditionnelle, dont les résultats seront communiqués au Ministère de l'égalité des sexes et du développement, au Ministère de la justice et aux organisations de la société civile

Non Avec l'appui des Nations Unies, le Ministère de l'égalité des sexes et du développement, le Ministère de la justice et les organisations de la société civile ont mené 2 examens des obstacles limitant l'accès des femmes à la justice : le premier portait sur les lacunes dans les lois et politiques et dans les systèmes de justice formelle et traditionnelle et le second, qui a été mené sous forme de dialogues au niveau local (30 dialogues avec 20 communautés dans 10 comtés), sur les stratégies visant à encourager les communautés à accéder aux systèmes de justice formelle et informelle, en particulier en cas de violence sexuelle ou sexiste. Un cadre stratégique conjoint de lutte contre la violence sexuelle ou sexiste est en train d'être élaboré, sur la base de ces deux examens.

Organisation d'une campagne d'information (voir les produits prévus au titre de la réalisation escomptée 1.1, qui consistent en activités de communication concernant la justice et la sécurité)

Consulter les informations communiquées au titre de la réalisation escomptée 1.1

Réalisation escomptée 2.5 : Amélioration de la protection des droits de l'homme grâce à un plus grand respect des instruments, principes et normes applicables en la matière

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Application plus complète du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme, et notamment de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées (2012/13 : 3 mesures; 2013/14 : 6 mesures; 2014/15 : 8 mesures)

3 mesures prévues au Plan d'action national en faveur des droits de l'homme ont été mises en œuvre : adoption du projet de loi sur le travail décent par le Parlement; organisation d'une formation globale à l'intention de 25 administrateurs de programme du Gouvernement, de la société civile et des Nations Unies sur l'application d'une démarche fondée sur les droits de l'homme; élaboration d'un rapport de la société civile sur la Convention relative

Respect accru, par le Libéria, des obligations qui lui incombent au titre des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment celles mises à sa charge par l'examen périodique universel et les organes conventionnels (2012/13 : 3; 2013/14 : 6; 2014/15 : 8)

Augmentation du nombre de visites de suivi effectuées par la Commission nationale indépendante des droits de l'homme à l'échelle du pays ou des comtés (2012/13 : 30; 2013/14 : 50; 2014/15 : 65)

Augmentation du nombre de rapports que les organisations de la société civile consacrent aux droits de l'homme et du nombre d'activités de sensibilisation qu'elles mènent dans ce domaine (2012/13 s.o.; 2013/14 : s.o.; 2014/15 : 15)

aux droits des personnes handicapées par l'Union nationale des organisations de personnes handicapées, avec l'appui de la MINUL. L'épidémie d'Ebola a empêché la mise en œuvre des 5 autres mesures, qui a été reportée à l'exercice 2015/16.

6 objectifs ont été atteints : le Libéria a participé au deuxième cycle de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme; les rapports établis dans le cadre de l'examen ont été présentés au Gouvernement libérien, à l'équipe de pays des Nations Unies, à la société civile et aux autres intervenants pour faciliter le processus; le Gouvernement a adressé une invitation permanente aux titulaires de mandats au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme; le document de base commun a été établi et est en cours d'examen par le Ministère de la justice; le Directeur du Ministère de la justice a effectué une visite de trois semaines au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à des fins de renforcement des capacités; le Ministère de la justice a demandé à tous les autres Ministères de nommer un coordonnateur des questions relatives aux droits de l'homme; le Gouvernement a élaboré une stratégie d'application de ses obligations conventionnelles, qui doit être approuvée par le Conseil des ministres. Aucune avancée n'a été réalisée en ce qui concerne l'abolition de la peine de mort.

Objectif atteint. La Commission nationale indépendante des droits de l'homme a effectué 70 visites de suivi à l'échelle du pays et des comtés, à l'issue desquelles les observateurs des droits de l'homme ont établi 8 rapports.

Les organisations de la société civile ont établi 6 rapports et mené 6 activités de sensibilisation. Les rapports ont porté sur : la quarantaine imposée au quartier de West Point (1); les conditions de détention dans 3 établissements pénitentiaires (Gbarnga, Monrovia et Sanniquellie) (1); des allégations circonstanciées concernant des violations des droits de l'homme (4). Les activités de sensibilisation ont porté sur les plaintes déposées à l'encontre des Ministères de la santé et de l'intérieur concernant la mort par négligence d'un bébé dont les parents avaient été tués par le virus Ebola (1) et sur l'action publique conduite par l'Association des survivants d'Ebola et l'Association des travailleurs sanitaires en vue de mettre au jour et d'annoncer les cas de traitement discriminatoire et injuste (5). Le nombre de rapports et d'activités de sensibilisation, moins élevé que prévu, s'explique par le fait que les intervenants participaient à des mesures de prévention du virus, à des efforts de relèvement et à des initiatives consécutives à la crise.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Tenue, avec le Comité directeur du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme, de 12 réunions de travail d'une journée et demie consacrées à l'exécution dudit plan, à la présentation des résultats de l'examen périodique universel au Conseil des droits de l'homme et à la mise en œuvre des recommandations issues de cet examen	7	Réunions de travail ont été organisées avec : le Comité directeur du Plan d'action national en faveur des droits de l'homme, sur l'application dudit plan (2); le Ministère de la justice et la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, sur l'application du Plan d'action (1); le Comité directeur du Plan d'action, sur l'examen périodique universel (1); le Ministère de la justice, sur l'élaboration d'un récapitulatif des recommandations issues de l'examen périodique universel afin d'en faciliter le suivi (1); les Ministères de la justice, de l'intérieur et de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, sur l'examen périodique universel (2). L'épidémie d'Ebola a empêché la tenue de 5 réunions, qui ont été reportées à l'exercice 2015/16.
Organisation, à l'intention de 16 représentants de l'administration, parmi lesquels des membres des ministères compétents, d'une session de formation de 4 jours portant sur l'établissement des rapports destinés aux organes conventionnels et sur les mécanismes internationaux de protection des droits de l'homme	Non	La session de formation n'a pas pu se tenir en raison des restrictions, imposées lors de l'épidémie, interdisant les grands rassemblements et limitant les séances de formation non essentielles et du fait que la priorité a été accordée à l'examen périodique universel.
Tenue, avec les institutions garantes de la sécurité et de l'état de droit [police, magistrature (siège et parquet), autorités pénitentiaires et forces armées du Libéria], de 8 réunions de travail sur l'intégration des normes relatives aux droits de l'homme dans leurs politiques et activités	Oui	Des réunions de travail ont été menées avec les forces armées du Libéria (3), la Police nationale (4) et le Bureau de l'immigration et de la naturalisation (1) afin de favoriser l'intégration de la surveillance du respect des droits de l'homme dans leurs dispositifs de responsabilisation et d'améliorer la qualité de la formation menée par chacune de ces institutions dans le domaine des droits de l'homme. En outre, 4 réunions de travail ont été organisées avec la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et le Ministère de la justice afin de veiller à ce que le projet de loi sur la Police nationale libérienne et la loi sur le Bureau de l'immigration et de la naturalisation soient respectueux des droits de l'homme.
Organisation de 2 séances de travail, avec la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, en vue d'aider celle-ci à exécuter son mandat en conformité avec les Principes de Paris, à promouvoir l'exercice des droits économiques,	Oui	1 stage de formation de trois jours a été organisé à l'intention des membres et des observateurs de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme sur : la surveillance du respect des droits de l'homme,

sociaux et culturels et à œuvrer en faveur des droits des groupes vulnérables, et à surveiller et encourager l'application des recommandations de la Commission Vérité et réconciliation

Organisation, à l'intention des institutions garantes de la sécurité et de l'état de droit [police, autorités pénitentiaires et magistrature (parquet et siège)] de 8 séances de travail sur les normes et les indicateurs d'analyse en vue de l'intégration des normes relatives aux droits de l'homme dans leurs politiques et activités

Organisation de 6 débats avec des chefs traditionnels locaux et nationaux sur l'universalité des droits de l'homme, le relativisme culturel et les droits de l'homme dans le contexte des pratiques traditionnelles, notamment pour ce qui est de l'administration de la justice coutumière

Organisation, à l'intention de l'Équipe sur les droits de l'homme et le handicap, de 6 séances d'accompagnement et de renforcement des capacités en vue de la promotion de la stratégie nationale de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

la communication d'informations et les mesures de sensibilisation à ce sujet; le rôle de la Commission pour ce qui est de promouvoir les droits, y compris socioéconomiques, des groupes vulnérables, et d'œuvrer pour que les auteurs de violations des droits de l'homme commises par le passé soient traduits en justice, conformément aux Principes de Paris. Une autre réunion de travail a été organisée à l'intention des membres de la Commission sur les enquêtes concernant des violations des droits de l'homme et l'élaboration d'un modèle pour signaler ces violations.

Voir ci-dessus

4 Débats ont été tenus avec le Ministre délégué et Directeur du Ministère de l'intérieur et des chefs traditionnels locaux sur les conséquences qu'ont certaines pratiques culturelles pour la protection des droits de l'homme. Les deux autres débats prévus ont dû être annulés en raison de l'épidémie d'Ebola.

Oui 3 séances d'accompagnement et de renforcement des capacités sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées ont été organisées par l'Union nationale des organisations de personnes handicapées, qui s'est chargée des fonctions de sensibilisation jusqu'alors assumées par l'Équipe sur les droits de l'homme et le handicap. Une séance d'accompagnement a été organisée en vue d'aider à l'élaboration d'un rapport officiel sur l'application de la Convention. Une fois l'épidémie d'Ebola passée, 2 autres séances ont été tenues sur la maladie et les conséquences de la crise : la première a porté sur le renforcement des capacités relatives à la sûreté et à la sécurité des personnes handicapées et la seconde a débouché sur l'organisation d'une assemblée générale sur la participation systématique des personnes handicapées aux activités de lutte contre la maladie menées au niveau national et au plan de relèvement.

Organisation de 6 séances de renforcement des capacités du Ministère des finances et de la planification du développement et d'autres parties prenantes en vue de promouvoir l'application du Programme de transformation et des politiques nationales en matière de santé et d'éducation, ainsi que le suivi de leur mise en œuvre, en adoptant une démarche axée sur les droits de l'homme

Organisation, à l'intention des organisations de la société civile, de 12 séances de travail sur la promotion et le contrôle du respect des droits de l'homme et la communication d'informations à ce sujet, ainsi que sur l'exercice de ces droits par l'un et l'autre sexe

Tenue, avec les institutions publiques et les acteurs de la société civile compétents, de 12 débats sur les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, en vue de promouvoir l'application de ces principes dans les zones de concessions et par les entreprises publiques et privées

Non Les séances de renforcement des capacités ont été annulées car l'application et le suivi du Programme de transformation ne faisaient pas partie des priorités nationales lors de l'épidémie d'Ebola. La priorité a été donnée à l'élaboration d'un Plan de redressement et de stabilisation économiques après l'Ebola. Les activités de la MINUL ont donc porté sur les questions relatives aux droits de l'homme dans le cadre de l'épidémie et du relèvement, en particulier sur l'activation du Groupe de la protection, qui était chargé des questions relatives aux droits et à leur protection dans le cadre de l'épidémie d'Ebola et de la riposte à celle-ci.

7 Séances de travail ont été organisées à l'intention des organisations de la société civile, dans les comtés et dans la capitale : 2 ateliers ont porté sur les droits des femmes et la loi libérienne régissant la transmission du patrimoine et établissant les droits successoraux des époux dans le cadre des mariages civils et coutumiers; 1 séance de remise à niveau a été organisée à l'intention des membres de l'équipe de lutte contre la violence sexiste sur la nouvelle loi sur le viol et la gestion des dossiers; 1 débat a été tenu sur la politique de tolérance zéro en matière de mutilations génitales féminines; 1 séance de formation a été menée à l'intention du Comité des droits de l'homme du Grand Bassa sur la surveillance et la promotion du respect des droits de l'homme ainsi que la sensibilisation et la communication d'informations à ce sujet; 1 séance a porté sur l'évaluation de l'efficacité des activités de la société civile dans la lutte contre l'épidémie d'Ebola dans le comté de Bomi; 1 réunion de travail a porté sur les pratiques optimales à adopter dans le cadre du contrôle des établissements pénitentiaires et de l'appareil judiciaire. Cinq séances ont dû être reportées à l'exercice 2015/16 en raison de l'épidémie d'Ebola.

6 Débats sur la préparation et la conduite d'activités de sensibilisation en matière d'entreprises et de droits de l'homme ont été tenus avec des représentants du Ministère des ressources foncières, des mines et de l'énergie, de la Commission nationale d'investissement, de la Commission nationale indépendante des

droits de l'homme, de la Chambre du commerce et d'organisations de la société civile en vue de l'intégration et de l'application des principes relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Les 6 autres séances n'ont pas pu être tenues comme prévu, la priorité nationale ayant été à la lutte contre l'épidémie d'Ebola.

Composante 3 : consolidation de la gouvernance démocratique

48. Au cours de la période considérée, les activités menées et les résultats obtenus en matière de consolidation de la gouvernance démocratique ont été considérablement limités par l'épidémie d'Ebola, qui a contraint le Gouvernement et la MINUL à concentrer leurs efforts sur la lutte contre l'épidémie et à restreindre les grands rassemblements. Cette dernière mesure préventive a compromis l'organisation d'ateliers, d'évaluations, de stages de formation et les programmes de sensibilisation relatifs à la réforme constitutionnelle, à la réconciliation nationale et à la consolidation de l'autorité de l'État. En outre, en décembre 2014, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2190 (2014), a décidé de limiter le mandat de la Mission dans la région à l'offre de bons offices et d'un appui politique en faveur de la réforme constitutionnelle et du processus de réconciliation nationale. Ces activités ont été menées en partenariat avec le Gouvernement libérien, l'équipe de pays des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des représentants de la société civile.

49. Malgré les difficultés et les contraintes, et grâce à ses bons offices, à des programmes de collaboration et à des activités spécifiques, la Mission a atteint les objectifs fixés ou progressé dans la réalisation de plusieurs des produits prévus dans les domaines de la réforme constitutionnelle, de la réconciliation, de la réforme de la gouvernance locale et de la décentralisation. La MINUL a ainsi également contribué à renforcer les capacités de ses partenaires et des institutions publiques.

50. Lorsque le processus d'examen constitutionnel a été suffisamment avancé, une convention nationale a examiné les propositions d'amendements à la Constitution, qui ont été soumises au Parlement par la Présidente, assorties de ses recommandations. Le Parlement n'avait pas encore débattu des amendements, mais le processus devait être achevé au mois d'octobre 2015. La MINUL a contribué à une sensibilisation à l'importance de la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la réforme constitutionnelle. Par ailleurs, malgré quelques incidents mineurs, les élections sénatoriales ont été organisées avec succès en décembre 2014, bien qu'avec un certain retard dû à l'épidémie d'Ebola. Grâce à l'appui fourni par la MINUL, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires, ces élections ont été jugées libres, régulières et crédibles.

51. Le processus de réconciliation nationale global et ouvert à tous se heurte toujours à plusieurs obstacles institutionnels et structurels. La mise en œuvre de la Stratégie d'apaisement, de consolidation de la paix et de réconciliation nationale continue de prendre du retard, notamment en raison de la faiblesse des capacités institutionnelles et des reports successifs de l'étude ethnographique qui permettra d'orienter la mise au point de directives opérationnelles et de méthodes à appliquer pour les forums du projet « Palava Hut ». Toutefois, les ateliers d'harmonisation

organisés dans le cadre de l'étude ethnographique, qui visent à garantir une vision unifiée du projet, ont été organisés dans 8 des 15 comtés du Libéria, posant les bases nécessaires à l'avancée du projet.

52. Des progrès notables ont été faits dans la mise en place d'institutions de règlement des litiges fonciers. La Mission a aidé le Gouvernement à élaborer des politiques relatives au règlement des différends fonciers et à l'aménagement du territoire. Le projet de loi portant création de la nouvelle autorité libérienne chargée des questions foncières et du droit foncier a été achevé, et des mécanismes de règlement des différends ont été mis au point et soumis à l'exécutif pour examen, lesquels devraient être soumis au Parlement et approuvés par ce dernier avant la fin décembre 2015. Des mécanismes semblables de règlement des conflits ont été renforcés dans les concessions minières, forestières et agricoles avec l'appui de la MINUL. Toutefois, la période couverte par le présent rapport a également été marquée par une recrudescence, sur l'ensemble du territoire, des tensions et des différends localisés entre les concessionnaires et les communautés, là où les populations s'estiment privées des retombées socioéconomiques des concessions ou à cause de litiges relatifs aux droits fonciers. La Mission a plaidé en faveur d'un examen du cadre juridique régissant les concessions en vue de répondre aux préoccupations des populations tout en préservant l'intégrité des accords passés. Si aucun nouveau comité pour la paix n'a été créé, la MINUL a joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des comités existants, notamment en matière d'apaisement des tensions et de règlement des différends, grâce à des activités de formation et d'encadrement. La Mission a également contribué à l'élaboration de programmes d'autonomisation socioéconomique destinés à aider en priorité les jeunes les plus vulnérables en leur offrant une formation professionnelle et en promouvant la cohésion sociale.

53. La MINUL a continué d'apporter son aide au Gouvernement dans le cadre de l'élaboration et de l'application de la politique et de la stratégie nationales de gouvernance locale, ainsi que de la décentralisation des services et de la délégation des fonctions régaliennes aux comtés. Parmi les progrès accomplis, on peut noter que le Ministre de l'intérieur a délégué ses pouvoirs aux responsables de comtés pour la coordination des opérations de 12 ministères, organismes et commissions dans le cadre des centres de services locaux qu'il est prévu de créer dans chacun des comtés du pays. Le premier de ces centres a ouvert dans le comté de Grand Bassa en juin 2015, et six autres doivent ouvrir leurs portes au cours de la période 2015/16. La Mission a également aidé le Gouvernement à mettre au point une politique et un plan de mise en œuvre pour le transfert de services et de fonctions ministérielles vers les comtés. Malgré les mesures et engagements pris par le Gouvernement en faveur du processus de décentralisation, les institutions de gouvernance locale restent faibles en raison de l'absence de crédits budgétaires, de l'insuffisance de la participation institutionnelle et des moyens techniques à l'échelon local et de l'état de délabrement des infrastructures des comtés.

54. L'épidémie d'Ebola a provoqué une prise de conscience nationale du manque de préparation aux catastrophes et créé des conditions propices pour que le projet de loi sur la réduction des risques de catastrophe soit présenté au Parlement en février 2015. À ce jour, le Parlement ne s'est toujours pas prononcé sur le texte.

55. Des comités de lutte contre l'Ebola ont été créés avec l'appui de la MINUL dans les 15 comtés du pays, qui ont lutté de manière efficace et coordonnée contre

l'épidémie. Ces comités constituent des instances décentralisées fortes, les premières dont dispose le pays, et joueront un rôle déterminant dans le rétablissement des comités de réduction des risques de catastrophe, réactivés par le Gouvernement en juin 2015.

56. En outre, la Mission a intensifié son soutien et ses activités de plaidoyer en faveur de la lutte contre la violence sexuelle et sexiste, tout en continuant d'intégrer une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes dans toutes ses activités, par exemple la promotion de l'engagement des acteurs étatiques et non étatiques en faveur de l'égalité entre les sexes.

Réalisation escomptée 3.1 : Accomplissement de progrès concernant la réforme de la Constitution

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Achèvement des activités d'éducation civique menées par la Commission de la réforme constitutionnelle dans les 15 comtés sur la question des projets d'amendement

Aucune de ces activités d'éducation civique n'a pu être menée par la Commission de la réforme constitutionnelle, les projets d'amendement n'ayant pas été approuvés par le Parlement au cours de la période considérée.

Approbation par le Parlement des amendements constitutionnels

À la suite de la conférence nationale sur la Constitution, un rapport contenant des propositions d'amendement a été transmis à la Présidente au mois de juin 2015 et lui a été présenté officiellement le 17 août 2015 par la Commission de la réforme constitutionnelle, que la Présidente a chargée de diriger le processus de réforme. Les amendements proposés ont été envoyés au Sénat le 18 août, assortis des recommandations de la Présidente.

Produits prévus

Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre Observations

Établissement de 5 documents consultatifs pour faciliter les débats du Parlement et d'autres organes délibérants concernant les amendements constitutionnels proposés

Non Aucun document consultatif concernant les amendements constitutionnels proposés n'a été produit. Bien que la MINUL ait proposé aux membres de la Commission de la réforme constitutionnelle de l'aider à élaborer des mesures relatives aux questions visées par les amendements, cette dernière n'a pas réagi à cette offre au cours de la période considérée.

Réalisation de 2 évaluations de l'appui fourni par les parties prenantes au processus de révision constitutionnelle, y compris par les partis politiques et la société civile

Non Les évaluations n'ont pas eu lieu, le processus de révision de la Constitution n'ayant pas été achevé au cours de la période considérée. La Présidente a présenté le projet de réforme au Sénat en août 2015, avec ses recommandations, et le Parlement devait achever de délibérer sur les amendements proposés au mois d'octobre 2015. Les évaluations seront ensuite réalisées en vue d'étayer les activités de sensibilisation touchant aux campagnes d'éducation civique et aux préparatifs du référendum.

En collaboration avec le PNUD, élaboration d'une stratégie nationale visant à encourager l'approbation, par le Parlement, des amendements à la Constitution et à soutenir les acteurs nationaux

Non La Commission de la réforme constitutionnelle ayant tardé à identifier les points à amender et la Présidente ayant soumis au Parlement le rapport de la Commission assorti de ses recommandations au lendemain de sa réception formelle du rapport, la stratégie n'a pas été définie.

En collaboration avec le PNUD, constitution d'un dossier d'éducation civique sur le référendum devant être diffusé dans les 15 comtés auprès des différentes parties prenantes à l'échelle nationale telles que les responsables gouvernementaux, les organisations de la société civile et les communautés

Non Le référendum ne pouvant être programmé qu'une fois les propositions d'amendement approuvées par le Parlement, les parties prenantes nationales n'ont pour l'instant pas reçu le dossier d'éducation civique.

En collaboration avec la Commission de la réforme constitutionnelle, formulation d'une stratégie en matière d'éducation civique visant à promouvoir la participation des femmes et des jeunes au référendum

Non 1 stratégie en faveur de la participation des femmes au processus de réforme constitutionnelle a été mise au point par la Women of Liberia Task Force on Constitutional Review, une équipe spéciale qui réunit des représentants du Ministère de la condition féminine, de l'enfance et de la protection sociale, d'organisations non gouvernementales féminines et du groupe des femmes parlementaires.

En collaboration avec le Gouvernement, le Groupe parlementaire des femmes, les partenaires de la société civile et l'équipe de pays des Nations Unies, organisation d'un débat rassemblant les différentes parties prenantes à l'échelle nationale sur les amendements à la Constitution sous l'angle de la problématique hommes-femmes et des droits de l'homme

Oui 1 forum rassemblant les parties prenantes à la révision de la Constitution a été organisé en amont de la conférence nationale sur la Constitution en collaboration avec la Women of Liberia Task Force, qui comprend des représentants du Groupe des femmes parlementaires, des partenaires de la société civile, de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MINUL, en vue d'examiner les aspects des amendements qui touchent à l'égalité hommes-femmes et aux droits de l'homme, ainsi que le degré de participation des femmes au processus de réforme constitutionnelle.

Organisation d'une campagne d'information (voir les produits connexes au titre de la réalisation escomptée 1.1 concernant les activités de sensibilisation et d'information relatives à la réforme constitutionnelle)

Consulter les informations fournies au titre de la réalisation escomptée 1.1

Réalisation escomptée 3.2 : Meilleure capacité d'organiser des élections crédibles dans le calme

Indicateurs de succès prévus

Respect par la Commission électorale nationale des délais concernant les élections sénatoriales fixés dans le calendrier électoral publié

Acceptation des résultats des élections sénatoriales jugées libres et régulières par les observateurs nationaux et internationaux

Lancement en temps voulu et en bon ordre des travaux parlementaires avec les sénateurs élus lors des scrutins de 2014

Indicateurs de succès effectifs

Objectif atteint. La Commission électorale nationale a respecté le calendrier électoral, qui avait été modifié en raison de l'épidémie d'Ebola.

Objectif atteint. Des observateurs internationaux, parmi lesquels l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, et nationaux, parmi lesquels le Comité de coordination des élections, ont veillé à ce que les élections partielles se déroulent de manière libre, régulière et crédible, avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement international.

3 des sénateurs élus ont été empêchés de siéger au Sénat jusqu'à ce que la Cour suprême se prononce sur les recours déposés pour contester leurs résultats électoraux. Deux d'entre eux ont pu faire leur entrée au Sénat le 17 février, et le troisième a pris ses fonctions le 14 avril.

Produits prévus

Produit(s)

exécuté(s) :

oui/non

ou nombre

Observations

Réalisation d'une évaluation de l'ensemble du processus électoral dans les 15 comtés pour guider les activités de la Commission électorale nationale concernant notamment la mise à jour des listes électorales et l'accès des électeurs aux bureaux de vote

Oui 1 rapport de bilan de l'ensemble du processus électoral a été élaboré, où figurent notamment les bonnes pratiques observées et les enseignements tirés de l'expérience. Le rapport sera achevé une fois réglés les contentieux électoraux en suspens. Toutefois, les conclusions du bilan provisoire ont permis d'étayer la collaboration de la MINUL avec la Commission électorale nationale et le PNUD, notamment sur la manière d'améliorer l'accès des électeurs aux bureaux de vote.

Organisation de 5 sessions d'information de l'électorat dans les 15 comtés à l'intention de la population locale, notamment des groupes de femmes, sur l'importance de la participation électorale, les éléments constitutifs d'élections libres et régulières et le processus électoral

Non En raison de l'épidémie d'Ebola et du chamboulement continu du calendrier électoral qu'elle a entraîné, la MINUL n'a pas pu organiser de sessions d'information des électeurs. Elle a en revanche incité la Commission électorale nationale à communiquer aux électeurs des informations succinctes mettant l'accent sur la transparence en diffusant des messages publics sur l'évolution du contexte électoral. La MINUL a également œuvré pour que la Commission organise une vaste consultation publique sur les questions de santé publique, afin d'améliorer le degré de sensibilisation et de préparation des électeurs. En outre, elle a coordonné et

	<p>harmonisé les messages délivrés par la communauté diplomatique au sujet des élections, notamment en ce qui concerne le déroulement pacifique des scrutins, le recours aux voies légales pour le règlement des différends et le respect des mesures de santé publique prises dans le cadre de la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Face à l'éclatement des violences à l'approche des élections, la MINUL a également usé de ses bons offices pour exhorter les partis politiques et les candidats à promouvoir la tenue d'élections libres, régulières et sûres.</p>
<p>En collaboration avec la Commission électorale nationale, le Ministère de la condition féminine et du développement et l'équipe de pays des Nations Unies, réalisation d'un examen de la mise en œuvre de la stratégie de la Commission électorale nationale concernant la transversalisation de la problématique hommes-femmes et la participation des femmes lors du cycle électoral de 2014</p>	<p>Oui 1 conférence de bilan des enseignements tirés a été organisée en avril 2015 par la Commission électorale nationale, le Ministère de la condition féminine, de l'enfance et de la protection sociale et l'équipe de pays des Nations Unies, avec l'appui de la MINUL, en vue d'examiner la mise en œuvre de la stratégie de transversalisation et d'évaluer la participation des femmes aux élections sénatoriales partielles.</p>
<p>Réalisation d'une étude des pratiques de référence et des enseignements tirés du processus électoral sénatorial de 2014 susceptibles d'aider la Commission électorale nationale à planifier les prochains scrutins</p>	<p>Oui Voir description plus haut</p>

Réalisation escomptée 3.3 : Accomplissement de progrès sur la voie d'une réconciliation nationale sans exclusive et d'une cohésion sociale globale

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Création et mise en service, au niveau des communautés, d'instances de règlement des différends de type « Palava Hut » dans le cadre du processus de réconciliation (2012/13 : 0; 2013/14 : 5; 2014/15 : 8)

Aucune des sept instances de type « Palava Hut » existantes n'a été opérationnelle au cours de la période considérée, essentiellement en raison des moyens institutionnels limités de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, qui est chargée du projet « Palava Hut ». Toutefois, les membres des groupes linguistiques qui participeront aux quatre forums ethnographiques consacrés à l'élaboration des directives opérationnelles et des méthodes à appliquer dans le cadre du projet « Palava Hut » ont été sélectionnés.

Approbation par le Parlement de la mise en place d'un organisme foncier renforcé (2012/13 : 0; 2013/14 : 0; 2014/15 : 1)

Les projets de loi portant création de l'autorité foncière et de l'autorité du droit foncier du Libéria ont été achevés en avril 2015 et sont toujours en instance d'examen par le Parlement. Des politiques concernant l'administration des biens fonciers et les modes alternatifs de règlement des

<p>Augmentation du nombre de concessions agricoles, minières et forestières dotées d'un mécanisme opérationnel de règlement des conflits (2012/13 : 3; 2013/14 : 3; 2014/15: 5)</p>	<p>différends ont également été élaborées en collaboration avec le Ministère de la justice et sont actuellement devant l'exécutif pour examen et approbation.</p> <p>Objectif atteint : 3 mécanismes supplémentaires de règlement des conflits (1 dans une concession de minerai de fer, 1 dans un comité multipartite et 1 dans une concession agricole) ont été créés et mis en route au cours de la période considérée.</p>
<p>Augmentation du nombre de comités fonctionnels pour la paix (2012/13 : 40; 2013/14 : 55; 2014/15 : 65)</p>	<p>Aucun nouveau comité pour la paix n'a été créé, les nombreux comités existants rencontrant déjà des problèmes de chevauchement des fonctions et des initiatives. La MINUL et le Bureau libérien pour la consolidation de la paix ont mené conjointement une évaluation des structures existantes qui œuvrent pour la paix, qu'il s'agisse d'organisations féminines, d'organismes pour la jeunesse, de structures communautaires ou d'instances locales, dans 11 comtés (Bomi, Bong, Gbarpolu, Grand Cape Mount, Grand Kru, Grand Gedeh, Lofa, Margibi, Maryland, Nimba et River Gee). L'évaluation a révélé que la majorité des comités locaux pour la paix existants n'étaient plus opérationnels ou étaient devenus inefficaces en raison du manque de financements. Les comités pour la paix de 7 des 15 comtés ont donc été restructurés et, au 30 juin 2015, ceux des comtés de Bong, Grand Bassa, Grand Gedeh, Margibi, Maryland, Nimba et Rivercess étaient à nouveau pleinement opérationnels. Des comités intégrés pour la paix doivent être mis en place dans les 8 comtés restants au cours de l'exercice 2015/16. Les activités de sensibilisation menées par la Mission pour favoriser la pérennisation des comités intégrés pour la paix ont permis de faire allouer au comité de Nimba des fonds provenant du Fonds du comté pour le développement. La MINUL a poursuivi ses efforts de plaidoyer pour que des arrangements semblables soient conclus dans les autres comtés concernés.</p>

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
<p>En collaboration avec le Ministère de l'intérieur et le Bureau libérien pour la consolidation de la paix, réalisation d'une étude concernant les effets du projet de réforme des comités pour la paix sur la problématique hommes-femmes</p>	<p>Non</p>	<p>Le projet de réforme des comités pour la paix n'ayant que peu avancé, l'étude n'a pas été réalisée. Toutefois, la MINUL et le Bureau ont fait ensemble un point sur la situation en vue de définir des modalités permettant d'établir des liens entre les initiatives prises en faveur de l'égalité hommes-femmes et les différents projets de consolidation de la paix.</p>
<p>En collaboration avec le Ministère de l'intérieur et le Bureau libérien pour la consolidation de la paix,</p>	<p>Non</p>	<p>9 séances de renforcement des capacités sur l'harmonisation des structures œuvrant pour la</p>

organisation dans les 15 comtés de séances mensuelles de renforcement des capacités en ce qui concerne la création des comités pour la paix et leur gestion, et adoption d'un module de formation concernant les mécanismes d'alerte rapide, de prévention et de règlement des conflits ainsi que les modes alternatifs de règlement des litiges

En collaboration avec le Ministère de l'intérieur, le Bureau pour la consolidation de la paix libérien, le Ministère de la jeunesse et des sports et le Bureau foncier, établissement d'un document interne de politique générale sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de réconciliation nationale

En collaboration avec le Bureau foncier, organisation dans les 15 comtés de 30 sessions de renforcement des capacités en ce qui concerne les modes alternatifs de règlement des litiges à l'intention des chefs et des anciens, du personnel statuaire, des groupes de femmes et des jeunes en vue de la présentation de propositions sur ce sujet au Ministère de la justice

En collaboration avec le Ministère de la jeunesse et des sports, le Ministère du travail, le Ministère de l'égalité des sexes et du développement et l'équipe de pays des Nations Unies, conception et organisation de 3 programmes d'autonomisation économique, sociale et politique destinés en priorité aux jeunes en situation précaire, en particulier dans les régions dotées de concessions et celles situées près des frontières

paix ont été organisées, en collaboration avec le Ministère de l'intérieur/le Bureau libérien pour la consolidation de la paix et les groupes chargés de la gestion de projet des comités pour la paix à l'échelle des comtés, dans 8 comtés (Bong, Grand Bassa, Grand Gedeh, Margibi, Maryland, Nimba, River Gee et Rivercess). En outre, 1 programme de formation à l'encadrement et à la consolidation de la paix, qui tient compte de la problématique hommes-femmes, a été élaboré pour servir de base à la formation de 900 membres des comités pour la paix locaux, qui devait débiter en août 2015.

Oui En collaboration avec le PNUD et le Ministère de l'intérieur/Bureau libérien pour la consolidation de la paix, établissement de 1 document interne de politique générale sur une stratégie de réconciliation nationale pour le Libéria décrivant les progrès réalisés, les obstacles à surmonter et les possibilités à exploiter dans le cadre d'une approche intégrée fondée sur la consolidation de la paix et le développement. Le Ministère de la jeunesse et des sports et le Bureau foncier n'ont pas été sollicités au cours de la période considérée, le temps ayant manqué, mais ils seront consultés en 2015/16.

Non Aucune de ces sessions n'a été organisée, le nouveau mandat de la MINUL, établi par la résolution 2190 (2014) du Conseil de sécurité, ayant prescrit à la Mission de recentrer son action dans la région sur les bons offices et l'appui politique.

Oui En collaboration avec le Ministère de la jeunesse et des sports et de l'équipe de pays des Nations Unies, 1 projet de l'Académie de formation à l'encadrement des jeunes a été mis en œuvre dans le comté de Nimba. Il était destiné à 150 animateurs de groupes de jeunes et avait pour but de les aider à renforcer le message de paix qu'ils transmettent aux jeunes qu'ils encadrent en mettant l'accent sur la résolution des problèmes et en promouvant la cohésion sociale et communautaire. Le Ministère de la jeunesse et des sports, en collaboration avec celui de la condition féminine, de l'enfance et de la protection

sociale, a élaboré un projet de plan quinquennal en faveur de la jeunesse, qui a pour objectif d'élargir les possibilités de formation de revenus et de création de capital pour 1 500 jeunes en difficulté dans les 15 comtés. Ce plan ne sera mis en œuvre que si le Gouvernement libérien parvient à négocier avec la Banque mondiale un prêt de 10 millions de dollars. En outre, le Programme de service national des jeunes pour la paix et le développement, auquel la MINUL fournit un appui, a dispensé des services éducatifs, sanitaires et agricoles à 300 volontaires nationaux dans 12 comtés, contribuant ainsi à l'autonomisation de 1 500 jeunes en situation de risque. Par ailleurs, en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et dans le cadre d'un accord de partenariat entre la MINUL et l'organisation non gouvernementale Mercy Corps, le mandat d'une enquête nationale sur la jeunesse visant à mieux cibler les programmes destinés aux jeunes grâce à l'intervention d'organismes partenaires a été défini en janvier 2015. L'étude devait être réalisée entre septembre et novembre 2015.

En collaboration avec la nouvelle entité foncière, le Ministère des mines et de l'énergie, le Bureau de la consolidation de la paix et les organisations de la société civile, établissement de 1 document de stratégie, de 1 document de réflexion et de 1 document directif sur l'atténuation des conflits entre les communautés et les concessionnaires dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation des ressources naturelles

1 document de réflexion sur le rôle de la société civile dans le processus de réconciliation nationale et 1 proposition de projet visant à financer la participation active de la société civile à la mise en œuvre de la Stratégie d'apaisement, de consolidation de la paix et de réconciliation

Oui 1 document de stratégie, 1 document de réflexion et 1 document d'orientation sur l'atténuation des conflits entre les communautés et les responsables de concessions agricoles ont été élaborés en collaboration avec le Ministère de l'intérieur, le Bureau de la consolidation de la paix et les organisations de la société civile. Si les concessions de ressources naturelles relèvent du Ministère des ressources foncières, des mines et de l'énergie, ce dernier renvoie l'ensemble des questions relatives à l'atténuation des conflits aux comités locaux pour la paix ou aux tribunaux. Il n'est donc pas un partenaire dans la réalisation de ces activités. Les consultations prévues avec la nouvelle entité foncière n'ont pas pu avoir lieu, cette dernière n'ayant pas encore été mise en place.

Non 1 document de réflexion sur le rôle des organisations de la société civile dans le processus de réconciliation nationale a été élaboré. La proposition de projet, qui devait prévoir un appui technique en faveur de la participation de la société civile, ne s'est pas

nationale, en collaboration avec le Conseil national des organisations de la société civile du Libéria, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires

En collaboration avec le Ministère de l'égalité des sexes et du développement, la Commission foncière, les organisations féminines et l'équipe de pays des Nations Unies, organisation d'un débat sur l'accès des femmes à la propriété foncière

concrétisée, le nouveau mandat de la MINUL, établi par la résolution 2190 (2014) du Conseil de sécurité, ayant prescrit à la Mission de recentrer son action dans la région sur les bons offices et l'appui politique.

Non Le débat n'a pas eu lieu, la priorité absolue du Ministère de la condition féminine, de l'enfance et de la protection sociale après l'épidémie d'Ebola ayant été la révision de la Constitution et l'atténuation des conséquences de cette épidémie sur les femmes. Toutefois, les points relatifs aux droits fonciers des femmes ont été adoptés lors de la conférence nationale des femmes parties prenantes à la réforme constitutionnelle, qui s'est tenue en mars 2015 et à la conférence des femmes tenue en février 2015, deux événements organisés par le Ministère, avec l'appui de l'équipe de pays des Nations Unies et de la MINUL.

Réalisation escomptée 3.4 : Consolidation de l'autorité de l'État

Indicateurs de succès prévus

Déconcentration des fonctions et des services ministériels, en application de la politique de décentralisation menée par le Gouvernement (2012/13 : 4 ministères; 2013/14 : 10 ministères; 2014/15 : 12 ministères et 2 organismes)

Amélioration de la participation des représentants des ministères et des organismes aux réunions du Comité de pilotage du développement des comtés (2012/13 : 32 %; 2013/14 : 60 %; 2014/15 : 85 %)

Indicateurs de succès effectifs

12 ministères d'exécution et 2 organismes ont élaboré un plan de décentralisation, lancé en février 2015, dans lequel sont détaillés les fonctions et services pour lesquels les compétences doivent être immédiatement transférées aux instances des comtés. Les Ministères de l'agriculture et de l'éducation fournissent déjà des services décentralisés à l'échelle des comtés, et 10 organismes publics devraient faire de même grâce à la mise en place de centres de services dans les comtés : 1 des 8 centres de ce type a ouvert dans le comté de Grand Bassa au mois de juin 2015, 3 doivent ouvrir avant la fin de l'année, et 4 devraient être créés d'ici à juin 2016.

Objectif atteint. En raison des restrictions imposées par le Gouvernement sur les rassemblements pendant l'épidémie d'Ebola, les réunions du Comité n'ont pas pu avoir lieu. Toutefois, des réunions hebdomadaires et extraordinaires qui avaient pour objet de coordonner la lutte contre l'épidémie d'Ebola ont été organisées avec la participation de représentants locaux de 6 ministères d'exécution et de 2 organismes publics. Les réunions du Comité de pilotage du développement des comtés ont repris après que l'OMS a déclaré que le Libéria n'avait officiellement plus de cas d'Ebola sur son territoire, en mai 2015, le taux de participation des représentants des ministères et divers organismes restant inchangé (85 %).

Mise en place dans les comtés de comités fonctionnels chargés de la réduction des risques (2012/13 : 0; 2013/14 : 5; 2014/15 : 10)

Bien que leur mise en place ait été retardée par l'épidémie, les comités ont été rétablis au niveau national par le Ministère de l'intérieur en juin 2015.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
En application du programme libérien d'appui à la décentralisation et en collaboration avec les grands ministères et les organismes, élaboration d'un plan de dévolution des services et des fonctions aux administrations locales	Oui	Le plan de dévolution des services et des fonctions aux administrations locales a été élaboré en octobre 2014, en application du programme libérien d'appui à la décentralisation et en collaboration avec le Ministère de l'intérieur.
En collaboration avec l'Institut d'administration publique du Libéria, organisation de 6 stages de formation à l'intention des administrateurs des 15 comtés, dont 3 sur le thème la décentralisation, y compris la prise en compte de la problématique hommes-femmes, et 3 sur celui de la gestion des finances publiques	Non	En raison d'une mauvaise coordination interministérielle et des retards dus à l'épidémie d'Ebola, les sessions de formation prévues à l'intention des administrateurs n'ont pas eu lieu. Toutefois, 2 stages de formation ont été organisés, sous la houlette du Ministère de l'intérieur et de l'Institut d'administration publique du Libéria et avec l'appui de la MINUL, à l'intention des agents de l'État. Ces stages ont porté sur l'amélioration de la prestation de services à l'échelle locale dans les 15 comtés. 60 fonctionnaires affectés au nouveau centre de services du comté de Grand Bassa ont reçu une formation dispensée par des intervenants du programme libérien d'appui à la décentralisation.
Établissement de 6 rapports analytiques sur les avantages prévus pour les collectivités locales dans le cadre des contrats de concession et des instruments juridiques et réglementaires nationaux, notamment les mécanismes de versement et d'utilisation des fonds tirés de la gestion des ressources naturelles, pour soumission à l'Office des forêts, au Ministère de l'intérieur et au Ministère des finances	5	Des rapports analytiques sur les avantages sociaux prévus par les accords de concession et les instruments juridiques et réglementaires nationaux, notamment les mécanismes de versement et d'utilisation des fonds tirés de l'exploitation des ressources naturelles, ont été élaborés et communiqués au Gouvernement libérien; le rapport d'évaluation prévu sur l'utilisation des fonds et des avantages dont bénéficient les collectivités n'a pas été produit, la communauté n'ayant pas reçu les fonds qui lui étaient dus.
En collaboration avec le Ministère de l'intérieur, l'Agence pour la protection de l'environnement, le PNUD et le PAM, réalisation de 10 plans de préparation aux catastrophes et d'évaluation des besoins essentiels pour faire face à d'éventuelles crises humanitaires	Non	En raison de l'épidémie d'Ebola, les plans de préparation aux catastrophes à l'échelle des comtés n'ont pas été élaborés. Toutefois, avec l'appui de la MINUL, les comités d'intervention en cas de catastrophe et les commissions sanitaires des comtés ont été mobilisés, ce qui a considérablement amélioré

Établissement d'un rapport sur la contribution des femmes libériennes à la consolidation de la paix et la gouvernance démocratique à l'occasion du quinzième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité relative aux femmes, à la paix et à la sécurité

Exécution de 40 projets à effet rapide aux fins du renforcement des capacités locales, des infrastructures et des services sociaux des collectivités, et de projets visant à offrir des activités rémunératrices, en particulier en faveur des groupes féminins et des jeunes en situation précaire

Organisation d'une campagne d'information (voir les produits connexes au titre de la réalisation escomptée 1.1 concernant les activités de sensibilisation et d'information relatives à la bonne gouvernance)

la qualité de l'intervention et la coordination à l'échelle des comtés. L'élaboration des plans de préparation à l'échelle des comtés dépend de l'avancée de la mise au point du programme et du manuel de formation à la réduction des risques de catastrophe, que le Ministère de l'intérieur devrait achever en décembre 2015. Si les besoins humanitaires prioritaires n'ont pas été évalués, des activités d'évaluation, de sensibilisation et d'assistance ont été menées concernant l'intervention humanitaire face à l'épidémie d'Ebola.

1 Le rapport a été élaboré, en collaboration avec le Ministère de la condition féminine, de l'enfance et la protection sociale et l'équipe de pays des Nations Unies.

45 Sur les 34 projets à effet rapide génériques, 22 ont été menés à bien et 12 sont en cours d'exécution; ils concernent les tribunaux d'instance, le renforcement des capacités dans les établissements pénitentiaires et les structures de réinsertion, le renforcement des capacités de la police, la consolidation de l'autorité de l'État, la consolidation de la paix et l'autonomisation financière des populations locales. Outre ces projets d'ordre général, 24 projets à effet rapide spécifiques à la lutte contre l'épidémie d'Ebola ont été approuvés, dont 23 ont été menés à bien et 1 annulé : ils portent sur l'information et la sensibilisation, l'appui aux équipes d'intervention, l'appui logistique et l'appui au Bureau de l'administration pénitentiaire et à la Police nationale libérienne.

Consulter les informations fournies au titre de la réalisation escomptée 1.1

Composante 4 : appui

57. Comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous, au cours de l'exercice 2014/15, 5 854 militaires et membres du personnel de police et 1 472 membres du personnel civil en moyenne ont bénéficié de services administratifs et logistiques et de services de sécurité. Durant la plus grande partie de l'exercice, l'épidémie d'Ebola a sévi dans la zone d'opération de la Mission, ce qui a fait également peser une menace sur le personnel et a rejailli sur la conduite des opérations. En dépit de cette menace, la composante appui de la Mission a continué d'assurer les services prévus et d'apporter un soutien logistique aux autres organisations participant à la lutte contre la maladie à virus Ebola.

58. Les flottes de véhicules et d'aéronefs, l'infrastructure de l'informatique et des communications et les autres équipements de la MINUL ont été entretenus dans l'ensemble de la zone de déploiement. L'infrastructure matérielle et les locaux de la Mission ont été maintenus en bon état, l'accent étant mis sur le respect des normes minimales de sécurité opérationnelle. La MINUL a assuré des services de transport aérien à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de la mission, et elle a aidé les autres missions à relever leurs contingents et à transporter à l'intérieur du pays des passagers ou des marchandises moyennant remboursement, lors de l'épidémie d'Ebola.

59. Bien que la Mission ait dû interrompre pour un certain temps les activités liées à la troisième phase de son retrait, conformément à la résolution 2215 (2015) du Conseil de sécurité elle s'est efforcée de rapatrier un bataillon de 616 hommes vers la fin de juin 2015 puis de nettoyer et de fermer deux camps.

60. La MINUL a assuré des services efficaces de maintenance du matériel informatique, ce qui a facilité le fonctionnement des progiciels de gestion intégrée. Ont également été assurés des services médicaux à tout le personnel de la MINUL dans l'ensemble de sa zone de déploiement, notamment des évacuations médicales d'urgence à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de la mission; des services de transport de passagers et de marchandises par voie terrestre, aérienne et maritime; la mise en place d'un service de consultation et de dépistage du VIH; l'organisation de stages de sensibilisation et de formation en matière de déontologie et de discipline.

Réalisation escomptée 4.1 : Apport d'un appui plus efficace à la Mission dans les domaines logistique et administratif et sur le plan de la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Respect intégral des normes minimales de sécurité opérationnelle dans tous les locaux et installations de l'Organisation dans les 15 comtés du Libéria (2012/13 : 95 %; 2013/14 : 100 %, 2014/2015 : 100 %)

Réduction de 6,7 % du nombre de vols et de larcins signalés (2012/13 : 170; 2013/14 : 150; 2014/15 : 140)

Indicateurs de succès effectifs

Objectif non atteint. Ce résultat s'explique essentiellement par le fait que les projets prévus n'ont pas pu être menés à bien ou sont encore en cours d'exécution en raison de l'épidémie d'Ebola qui a touché le Libéria de manière inattendue et a ralenti toutes les activités durant l'exercice 2014/15.

47 vols ont été signalés au total.

Augmentation du nombre de personnes recrutées sur le plan national ayant obtenu un certificat à l'issue du programme de renforcement des capacités mis en place en partenariat avec des formateurs externes dans les domaines de l'administration, du commerce, de la gestion et de l'informatique (2012/13 : 123 diplômés; 2013/14 : 50 diplômés; 2014/15 : 150 diplômés)

Augmentation de la proportion de demandes d'assistance réglées dans l'heure par la Section des communications et de l'informatique (2012/13 : 72 %; 2013/14 : 85 %; 2014/15 : 88 %)

Maintien du faible nombre d'accidents graves de la route (accidents entraînant des frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars) (2012/13 : 34; 2013/14 : 35; 2014/15 : 35)

Maintien de la répartition par sexe à tous les grades et échelons (2012/13 : 31 % de femmes; 2013/14 : 38 % de femmes; 2014/15 : 38 % de femmes)

Augmentation du nombre de collectivités sensibilisées à la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles, l'accent étant mis sur les zones de retrait partiel des contingents et sur les mécanismes de communication de l'information (2012/13 : 32; 2013/14 : 45; 2014/15 : 50)

151 personnes recrutées sur le plan national ont obtenu un certificat en gestion des événements, gestion des conflits et médiation, création et gestion des petites entreprises, ou un passeport de compétences informatique international ou un diplôme d'informatique du Centre intégré de formation du personnel des missions.

Le progiciel de gestion des relations avec les clients iNeed, qui a succédé à HelpSTAR, a subi plusieurs mises à jour depuis sa mise en service en 2013. Les seuls indicateurs disponibles sont le volume de demandes enregistrées et classées et le pourcentage de fiches traitées par le service d'assistance en période normale. Comme il s'agit d'un système en ligne hébergé à Valence (Espagne), l'unité de mesure (1 heure) n'est pas pertinente; la Mission indique toutefois que 40 % des cas sont réglés au premier niveau.

23 accidents ayant entraîné des frais de réparation d'un montant supérieur à 500 dollars ont été signalés.

Bien que la MINUL se soit efforcée de garantir la bonne préparation de tous les chauffeurs en soumettant les nouveaux membres du personnel auxquels des permis de conduire ont été délivrés à des tests et en leur dispensant une formation, le nombre d'accidents a été plus élevé que l'année précédente.

Le pourcentage de femmes, soit 23,3 %, a été inférieur à l'objectif fixé (38 %).

L'objectif n'a pas été atteint en raison de divers facteurs dont le maintien du statut de la MINUL en tant que lieu d'affectation famille non autorisée; les conséquences de l'épidémie d'Ebola pour la force d'attraction exercée par la Mission sur des candidats qualifiés et notamment des candidates; le vivier restreint de candidates qualifiées pour les recrutements effectués sur le plan local.

38 programmes de sensibilisation destinés aux collectivités ont été exécutés au cours de l'exercice 2014/15.

Le nombre de séances d'information a été inférieur aux prévisions. L'objectif n'a pas été atteint, essentiellement en raison de deux obstacles : l'épidémie d'Ebola au Libéria qui a limité les déplacements dans le pays, et les mouvements du personnel dans le service concerné.

<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Amélioration des services		
Amélioration de la sécurité entourant les activités de la Mission et prestation de meilleurs services aux clients grâce à la réaffectation de personnel de l'aviation vers les centres régionaux (Voinjama, Zwedru, Greenville et Harper)	Oui	4 membres du personnel de l'aviation ont été réaffectés vers les centres de Zwedru, Greenville et Harper et le terrain d'aviation de James Spriggs Payne. En raison d'un nombre réduit de vols depuis/vers Voinjama, les opérations aériennes ont été facilitées par l'officier de liaison air. Aucun incident ou accident grave survenu au sol ou en vol impliquant un aéronef de la MINUL n'a été signalé dans les secteurs susmentionnés.
Installation de 6 caméras de vidéosurveillance dans différents locaux de la Mission et de 10 unités de stockage des données supplémentaires afin de renforcer la sécurité du personnel des Nations Unies et de réduire les vols de matériel et les larcins	Oui	9 caméras de surveillance ont été installées dans les locaux de la MINUL, ainsi que 8 unités de stockage des données supplémentaires, et 15 caméras existantes ont été remplacées.
Examen de tous les signalements de faute et formulation de recommandations dans les 30 jours qui suivent la réception des rapports d'enquête	39	Tous les signalements ont été examinés. 72 % des cas ont été examinés dans les 30 jours mais 28 % ont pris plus de temps en raison de la complexité des enquêtes à mener et de la nécessité de demander des informations complémentaires.
Sensibilisation de 50 collectivités à la politique de tolérance zéro de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de l'exploitation et des agressions sexuelles	Non	38 séances de sensibilisation ont été organisées à l'intention des collectivités dans tout le pays. Comme il a été indiqué, l'épidémie d'Ebola, en entravant la libre circulation dans le pays, a empêché d'atteindre l'objectif prévu.
Formation à la conduite tout terrain à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel de la Mission auxquels des permis de conduire ont été délivrés	Oui	
Militaires, personnel policier et personnel civil		
Opérations de déploiement, de relève et de rapatriement pour des effectifs moyens de 4 765 militaires, 133 observateurs militaires, 498 agents de la Police des Nations Unies et 1 265 membres des unités de police constituées	Oui	4 315 militaires, 117 observateurs militaires, 423 agents de la Police des Nations Unies et 999 membres des unités de police constituées ont été déployés, relevés ou rapatriés.

Vérification, surveillance et inspection de la totalité du matériel appartenant aux contingents et du matériel de soutien logistique autonome utilisé par les militaires et policiers

Présentation au Siège de 201 rapports d'inspection du matériel appartenant aux contingents afin de faciliter le remboursement des pays qui fournissent des contingents et des unités de police constituées

Lettres de synthèse trimestrielles présentant un bilan, à l'échelle de la Mission, des capacités et de la performance du matériel appartenant aux contingents

Organisation de 2 réunions du Comité de contrôle de la gestion du matériel appartenant aux contingents et des mémorandums d'accord

Stockage et distribution de rations pour un effectif moyen de 4 252 militaires et 1 265 membres des unités de police constituées

Administration d'un effectif moyen de 1 655 civils, soit 443 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 943 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 237 Volontaires des Nations Unies et 32 membres du personnel fourni par les gouvernements

Organisation de 30 séances de rappel sur l'exploitation et les agressions sexuelles et la déontologie et la discipline à l'intention des militaires, policiers et civils déployés sur l'ensemble du territoire libérien

Oui La totalité du matériel appartenant aux contingents a été vérifié, soit environ 3 238 pièces de matériel majeur dans 22 catégories de soutien logistique autonome.

Oui 185 rapports d'inspection du matériel appartenant aux contingents ont été établis, ce qui a requis 2 073 jours-homme, dont 1 297 pour les membres du personnel civil et 776 pour les officiers d'état-major.

Le nombre de rapports d'inspection est plus faible que prévu en raison du rapatriement précoce de 2 corps de troupe (un contingent médical jordanien et une compagnie de quartier général philippine) et du transfert d'une unité de police constituée à la MINUSS.

Bien que ce transfert ait eu lieu en janvier 2014, le budget n'a pas été revu en conséquence.

Oui 4 lettres de synthèse trimestrielles ont été établies.

Oui 2 réunions du Comité ont été organisées.

Oui Des rations ont été stockées et distribuées à un effectif moyen de 4 248 militaires et à 999 membres des unités de police constituées.

Non L'effectif moyen a été de 1 472 civils, soit 381 fonctionnaires recrutés sur le plan international, 862 fonctionnaires recrutés sur le plan national, 189 Volontaires des Nations Unies, 13 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions) et 27 membres du personnel fourni par les gouvernements.

Le nombre est plus faible que prévu en raison de taux de vacance de postes élevés, principalement en ce qui concerne le personnel recruté sur le plan international et les Volontaires des Nations Unies, ce qui s'explique en partie par l'épidémie d'Ebola.

Oui 38 séances de rappel ont été organisées durant l'exercice considéré.

Formation à la déontologie et la discipline de toutes les catégories de personnel au moment de l'entrée en fonctions

Oui Une formation à la déontologie et la discipline a été dispensée au moment de l'entrée en fonctions pour toutes les catégories de personnel.

Organisation de différentes séances de formation avec certificat à la clef à l'intention de 150 fonctionnaires recrutés sur le plan national dans 5 domaines de connaissances (logistique, apprentissage d'un métier, administration, encadrement et consolidation de la paix) dans le cadre du programme de renforcement des capacités du personnel recruté sur le plan national

Oui 151 membres du personnel recruté sur le plan national ont obtenu un certificat au terme d'une formation dans les domaines suivants : gestion des événements, gestion des conflits et médiation, création et gestion de petites entreprises et informatique.

Inspections des conditions de santé et de sécurité au travail et séances de formation dans ce domaine, tous les 6 mois, à l'intention des militaires, policiers et civils en poste à Monrovia et dans les 7 secteurs de la Mission

3 Des séances de formation ont été organisées dans 3 secteurs, à savoir Harper, Zwedru et Voinjama, mais l'épidémie d'Ebola a nui aux activités.

Formation aux normes de conduite des Nations Unies et sensibilisation à la question de l'exploitation et des agressions sexuelles, concernant tous les membres du personnel entrant en fonctions dans la Mission

Oui Tous les membres du personnel entrés en fonctions dans la Mission ont suivi la formation obligatoire aux normes de conduite des Nations Unies et ont été sensibilisés à la question de l'exploitation et des agressions sexuelles.

Campagne de communication et de sensibilisation visant à inciter les femmes, surtout les Libériennes, à se porter candidates aux postes vacants à la Mission

Non Une campagne de communication et de sensibilisation a été organisée pour inciter les femmes à entrer dans la Police nationale libérienne mais non à se porter candidates aux postes vacants à la Mission, ceci en raison de l'inquiétude suscitée par l'épidémie d'Ebola dans le pays.

Installations et infrastructures

Entretien et remise en état de 56 sites utilisés par les militaires et les unités de police constituées, de 7 locaux de la police des Nations Unies et de 13 locaux du personnel civil

Oui 73 sites, à savoir 42 camps militaires, 12 camps d'unités de police constituées et 19 sites occupés en commun, ont été entretenus et remis en état.

Comme prévu, la MINUL a poursuivi son retrait progressif en fermant 2 camps qui ont été restitués aux autorités libériennes, à savoir le site de Toe Town et le camp de Charlesville.

La différence entre les chiffres prévus et les chiffres effectifs s'explique par le retrait progressif de la Mission qui a abouti à la fermeture de nombreux sites.

Entretien et réparation de 1 785 logements préfabriqués et blocs sanitaires appartenant à l'ONU sur tous les sites de la Mission au Libéria

917 917 logements préfabriqués et blocs sanitaires appartenant à l'ONU ont été entretenus et réparés sur tous les sites de la Mission au Libéria.

		Le nombre de logements préfabriqués a été réduit conformément au retrait progressif de la Mission, en particulier la fermeture de camps durant l'exercice 2013/14.
Fourniture à tous les sites de services d'assainissement, notamment d'évacuation des eaux usées et d'enlèvement des déchets	Oui	Des services d'assainissement (eaux usées et enlèvement des déchets) ont été fournis à tous les sites de la MINUL.
Gestion et entretien de 332 groupes électrogènes appartenant à l'ONU (en service ou stockés)	279	279 groupes électrogènes appartenant à l'ONU (en service ou stockés) ont été gérés et entretenus. La réduction du nombre de groupes électrogènes est en rapport avec le processus de retrait.
Stockage et fourniture de 10,98 millions de litres de pétrole, carburant et lubrifiants pour groupes électrogènes	Oui	11,9 millions de litres de pétrole, carburant et lubrifiants ont été utilisés. Le niveau supérieur de consommation résulte d'un déploiement plus important de matériel appartenant aux contingents, conformément aux mémorandums d'accord, ainsi que du rapatriement différé de contingents, prévu initialement entre avril et juin 2015.
Entretien et remise en état de 790 km de routes	Oui	808 km de routes ont été entretenus. Le nombre plus élevé de kilomètres s'explique par l'exécution de travaux supplémentaires sur des voies d'accès et de réparations faites en urgence.
Entretien et remise en état de 7 aérodromes, 8 terminaux et 20 aires d'atterrissage pour hélicoptères sur 27 sites	Oui	7 aérodromes, 8 terminaux et 20 aires d'atterrissage pour hélicoptères sur 27 sites ont été entretenus et remis en état.
Vérification de tout le matériel appartenant à l'ONU	Oui	Tout le matériel a été vérifié.
Transports terrestres		
Gestion et entretien de 932 véhicules appartenant à l'ONU, dont 8 véhicules blindés et du matériel roulant, dans 10 ateliers répartis sur 8 sites	858	Les véhicules, y compris les 8 véhicules blindés et le matériel roulant, ont été entretenus dans 9 ateliers répartis sur 8 sites. Le nombre plus faible de véhicules s'explique par le retrait progressif de la Mission. Celle-ci a regroupé les ateliers au quartier général, qui sont passés de 10 à 9.
Fourniture de 6,9 millions de litres de pétrole, carburant et lubrifiants au titre des transports terrestres	Oui	3,75 millions de litres de pétrole, carburant et lubrifiants ont été utilisés. La consommation a été plus faible que prévu en raison d'un nombre moins élevé de véhicules en

Gestion d'un service de navette transportant chaque jour en moyenne 1 000 membres du personnel des Nations Unies entre leur logement et leur lieu de travail

Transports aériens

Utilisation et entretien de 2 avions et 11 hélicoptères, dont 6 appareils militaires

Fourniture de 4,5 millions de litres de carburant d'aviation

5 980 heures de vol (1 030 pour 2 avions et 4 950 pour 11 hélicoptères, dont 3 hélicoptères armés faisant l'objet d'un accord de partage des coûts avec l'ONUCI), notamment pour assurer le transport de passagers et de marchandises à l'échelon national et régional, la relève des contingents, les vols spéciaux, l'évacuation des blessés et des malades, les opérations de recherche et de sauvetage, les patrouilles de police des frontières et les autres vols

Transports maritimes et fluviaux

Gestion et entretien d'un navire

Fourniture de 0,58 million de litres de pétrole, carburant et lubrifiants destinés aux transports maritimes

Communications

Services d'appui et d'entretien pour un réseau

circulation sous l'effet du retrait de la Mission et de déplacements limités pendant l'épidémie d'Ebola.

750 La MINUL a offert à 1 000 membres du personnel une possibilité de transport entre leur logement et leur lieu de travail mais seuls 750 d'entre eux ont utilisé ce service.

Oui 3 avions et 11 hélicoptères ont été utilisés, dont 3 hélicoptères d'attaque Mi-24 sur la base d'un accord relatif au partage des coûts avec l'ONUCI.

La MINUL a gardé un avion supplémentaire pour appuyer ses opérations et permettre de relier Accra, compte tenu du nombre limité de vols commerciaux durant l'épidémie d'Ebola.

Oui 4,6 millions de litres de carburant d'aviation ont été utilisés.

Le supplément de carburant utilisé résulte du maintien en fonction d'un avion supplémentaire.

Oui 5 354 heures de vol ont été effectuées (1 595 par 2 avions, 3 759 par 11 hélicoptères, dont 3 Mi-24 sur la base d'un accord relatif au partage des coûts avec l'ONUCI) notamment pour assurer le transport de passagers et de marchandises à l'échelon national et régional, la relève des contingents, les vols spéciaux, l'évacuation des blessés et des malades, les opérations de recherche et de sauvetage, les patrouilles de police des frontières et les vols militaires.

Le nombre d'heures de vol des hélicoptères est moins élevé que prévu en raison de besoins logistiques et militaires inférieurs aux prévisions et d'une planification plus rentable et plus efficace des vols.

Oui 1 navire a été en service et entretenu.

Oui 0,58 million de litres de pétrole, carburant et lubrifiants utilisés

Oui 1 station satellite est entretenue, offrant plus de

satellitaire composé d'une station terrienne principale qui permettra de communiquer par téléphone, vidéo et télécopie et d'échanger des données

Services d'appui et d'entretien pour 20 microterminaux VSAT, 34 centraux téléphoniques, 78 liaisons hertziennes et 60 radios numériques à bande étroite

Services d'appui et d'entretien des systèmes de radio HF/VHF comprenant 76 répéteurs VHF, 56 répéteurs HF, 81 stations émettrices-réceptrices VHF, 15 stations air-sol et 4 124 radios VHF portatives et mobiles dans l'ensemble de la zone d'opérations de la Mission

Services d'appui et d'entretien d'une station de radiodiffusion FM dans 1 établissement de production radiophonique

90 % des services de communication par téléphone, télécopie, vidéo et d'échange de données.

Oui 19 microterminaux VSAT, 34 centraux téléphoniques, 50 liaisons hertziennes, 56 radios numériques à bande étroite ont été en service.

Les liaisons hertziennes ont été moins nombreuses que prévu en raison de la fermeture de sites par suite du retrait des contingents.

Oui 3 123 radios portatives, 74 répéteurs VHF et 81 stations principales VHF ont été en service. Les légères différences sont dues à la réduction des effectifs de la Mission.

Les dispositifs sont disponibles à 99,95 % afin de permettre leur entretien durant 0,05 % du temps.

Oui La radio de la MINUL entretient 9 sites de transmission dans tout le Libéria, ce qui permet d'atteindre 85 % de la population.

Les émissions (en direct ou enregistrées) sont produites et diffusées dans 4 studios.

La radio de la MINUL diffuse pratiquement sans interruption (à 99 %) sur tous les sites de transmission.

Informatique

Services d'appui et d'entretien pour 16 serveurs, 895 ordinateurs de bureau, 948 ordinateurs portables/client léger et 211 imprimantes-scanners à tous les sites de la Mission

843 Ordinateurs portables
1 131 Ordinateurs de bureau
233 Serveurs physiques (21) et serveurs virtuels (212)
216 Imprimantes en réseau, y compris télécopieurs et expéditeurs numériques

La comptabilisation en pertes des ordinateurs et des imprimantes a pris du retard, et la sélection des ordinateurs de bureau ayant dépassé leur durée utile est en cours ainsi que leur comptabilisation en pertes. Les chiffres devraient donc normalement continuer de baisser.

Services d'appui et d'entretien pour 7 réseaux locaux et 1 réseau longue portée utilisés par 1 843 usagers sur tous les sites de la Mission

10 Réseaux locaux
1 Réseau longue portée

Services d'appui et d'entretien pour 1 réseau local sans fil	Oui	10 réseaux locaux, y compris au quartier général de Monrovia et à la base de soutien logistique, couvrant 13 sites civils accueillant du personnel de la MINUL, avec un taux de disponibilité de 96 %
Services d'appui et d'entretien de 2 liaisons Internet grâce aux câbles sous-marins de fibres optiques	Oui	Services d'appui et d'entretien fournis pour 1 réseau local sur tous les sites desservis 1 liaison Internet (140 mégaoctets par seconde) La liaison transfrontière avec la Côte d'Ivoire a été interrompue à l'arrivée à Monrovia du câble optique ACE (Africa Coast to Europe).

Santé

Gestion et entretien sur 26 sites de 8 dispensaires de niveau I, 2 hôpitaux de niveau II et 1 hôpital de niveau III, ainsi que de 18 postes d'urgence et de secours destinés à l'ensemble du personnel de la Mission et des fonctionnaires des autres organismes des Nations Unies et à la population civile dans les situations d'urgence	Oui	9 dispensaires de niveau I (1 a été modernisé après le rapatriement des militaires), 2 hôpitaux de niveau II et 19 postes d'urgence et de secours ont été maintenus sur 26 sites. La MINUL n'a pas fait fonctionner l'hôpital de niveau III qui avait été rapatrié en avril 2014.
Maintien des dispositifs d'évacuation par voies terrestre et aérienne de tous les sites des Nations Unies vers des hôpitaux de niveau V (2 sites)	Oui	Les moyens d'évacuation à l'intérieur et à l'extérieur de la Mission ont également été maintenus, notamment vers un hôpital de niveau IV à Accra et un hôpital de niveau V en Afrique du Sud.
Organisation de 22 séances d'orientation pour tous les nouveaux membres du personnel civil de la Mission, 15 séances de sensibilisation au VIH/sida et une campagne de dépistage volontaire auprès des contingents et 4 séances trimestrielles de rappel des informations relatives au VIH/sida à l'intention du personnel civil	Oui	26 séances d'orientation, 15 séances d'information sur le VIH/sida et 12 séances de sensibilisation qui ont aussi porté sur la maladie à virus Ebola ont été organisées.
Gestion et entretien d'installations offrant des services confidentiels de consultation et de dépistage volontaire du VIH à l'ensemble du personnel de la Mission	Oui	Des services confidentiels de consultation et de dépistage à titre volontaire ont été fournis à l'ensemble du personnel de la Mission (2 796 tests de séropositivité ont été pratiqués).

Sécurité

Services de sécurité assurés 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 par 227 postes de garde pour toutes les installations de la Mission situées dans les 15 comtés du Libéria	Oui	205 postes de garde ont assuré la sécurité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans toutes les installations de la Mission situées dans les 15 comtés du Libéria. Le nombre de postes de garde est moins élevé en raison du retrait progressif de la Mission et la réduction du nombre de sites qui en résulte.
Services de protection rapprochée 24 heures sur 24	Oui	Une protection rapprochée du Représentant

pour les responsables de la Mission et les visiteurs de marque

Séances de formation initiale à la sécurité et cours de formation de base/exercices en matière de sécurité incendie à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel de la Mission

Organisation de 2 exercices de regroupement et d'évacuation et de réinstallation pour le personnel des Nations Unies

Révision du plan de sécurité pour le pays et évaluation des risques de sécurité une fois par an

spécial du Secrétaire général et de tous les visiteurs de marque a été assurée 24 heures sur 24.

Oui Des séances de formation à la sécurité ont eu lieu 3 fois par semaine durant la période considérée; 1 175 membres du personnel y ont participé.

Des personnes relais pour les questions de sécurité ont été formées et un exercice de regroupement, d'évacuation et de réinstallation pour les observateurs militaires, les policiers des Nations Unies et l'ensemble du personnel a été organisé deux fois par an, à des moments différents, sur chacun des sites de la MINUL.

Non Les activités n'ont pas eu lieu en raison de l'épidémie d'Ebola qui a sévi dans le pays. Toutefois, les exercices ont été remplacés par des séances d'information sur l'évacuation et la réinstallation organisées pour tout le personnel des Nations Unies.

Oui L'évaluation des risques en matière de sécurité et le plan de sécurité ont été mis à jour une fois au cours de l'exercice.

En ce qui concerne la demande faite au Secrétariat par le Département de la sûreté et de la sécurité aux fins de revoir l'évaluation des risques en matière de sécurité et les plans de sécurité une fois par an ou à la suite de variations importantes des conditions de sécurité de l'environnement opérationnel ou de modifications des programmes, la MINUL, compte tenu de la situation, n'a effectué qu'un examen annuel de chacun des produits.

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	7 219,0	6 428,0	791,0	11,0
Contingents	141 480,4	135 773,2	5 707,2	4,0
Police des Nations Unies	26 761,3	22 749,0	4 012,3	15,0
Unités de police constituées	31 513,6	31 053,2	460,4	1,5
Total partiel	206 974,3	196 003,4	10 970,9	5,3
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	88 153,6	83 797,8	4 355,8	4,9
Personnel recruté sur le plan national	17 500,0	21 043,0	(3 543,0)	(20,2)
Volontaires des Nations Unies	12 445,9	12 701,4	(255,5)	(2,1)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	9,0	2 068,7	(2 059,7)	(22 885,6)
Personnel fourni par des gouvernements	1 616,8	1 273,5	343,3	21,2
Total partiel	119 725,3	120 884,4	(1 159,1)	(1,0)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants	487,3	219,1	268,2	55,0
Voyages	2 061,5	1 627,0	434,5	21,1
Installations et infrastructures	33 700,5	25 781,9	7 918,6	23,5
Transports terrestres	14 154,9	9 391,9	4 763,0	33,6
Transports aériens	29 416,2	33 192,9	(3 776,7)	(12,8)
Transports maritimes ou fluviaux	3 140,3	3 134,6	5,7	0,2
Communications	6 617,8	5 277,7	1 340,1	20,2
Informatique	5 914,6	6 256,2	(341,6)	(5,8)
Santé	1 168,1	2 242,1	(1 074,0)	(91,9)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	2 906,2	5 850,0	(2 943,8)	(101,3)
Projets à effet rapide	1 000,0	997,7	2,3	0,2
Total partiel	100 567,4	93 971,1	6 596,3	6,6
Montant brut	427 267,0	410 858,9	16 408,1	3,8
Recettes provenant des contributions du personnel	8 970,0	9 225,1	(255,1)	(2,8)
Montant net	418 297,0	401 633,8	16 663,2	4,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées) ^a	52,8	52,8	—	—
Total	427 319,8	410 911,7	16 408,1	3,8

^a Dont une contribution du Gouvernement allemand, d'un montant de 52 800 dollars.

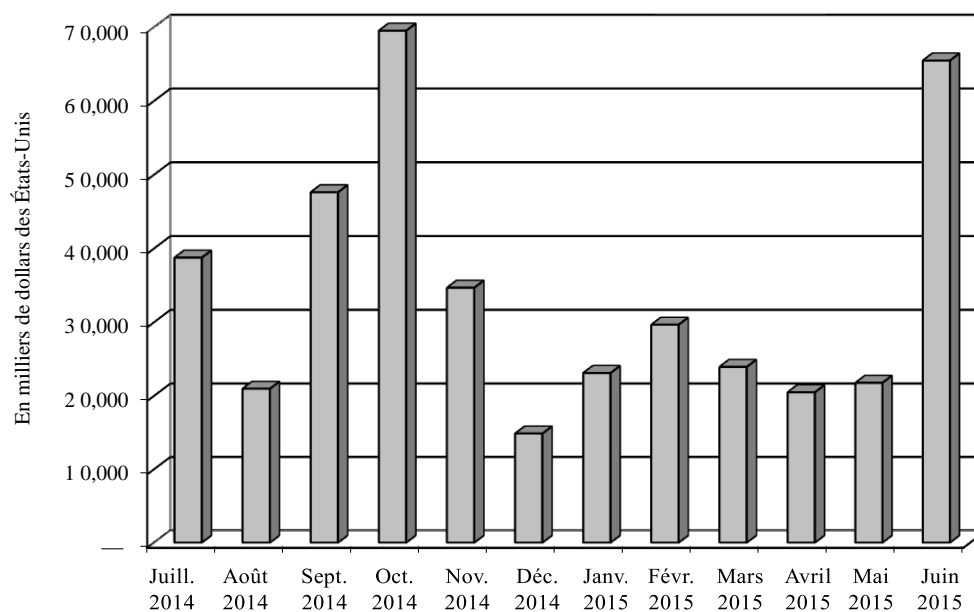
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	206 974,3	(2 200,0)	204 774,3
II. Personnel civil	119 725,3	2 900,0	122 572,3
III. Dépenses opérationnelles	100 567,4	(700,0)	99 920,4
Total	427 267,0	–	427 267,0
Pourcentage de réaffectations			0,7

61. Au cours de la période considérée, des fonds prévus à l'origine pour les catégories I (Militaires et personnel de police) et III (Dépenses opérationnelles) ont été réaffectés à la catégorie II (Personnel civil). Cette réaffectation s'explique principalement par la nécessité de couvrir un surcroît de dépenses au titre de la prime de danger qu'il a fallu verser aux fonctionnaires recrutés sur le plan national et au recrutement imprévu de personnel médical temporaire destiné à aider la Mission à faire face à l'épidémie d'Ebola. Il a été possible de réaffecter des fonds initialement prévus pour la catégorie I parce que les taux de vacance de postes ont été supérieurs à ceux retenus dans les prévisions budgétaires pour les militaires et le personnel de police, du fait de l'épidémie.

C. Évolution des dépenses mensuelles



62. Le pic de dépenses constaté en octobre 2014 s'explique principalement par la hausse des obligations de remboursement aux pays fournissant des contingents au titre des services rendus et du matériel utilisé par leurs contingents et les unités de police constituées, et pour les opérations aériennes et la majorité des achats de matériel et de véhicules pour la période considérée. L'augmentation relative des dépenses observée en juin 2015 s'explique par la hausse des obligations au titre des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents et au soutien logistique autonome ainsi qu'au remboursement des pays fournisseurs de contingents pour les services fournis et le matériel utilisé par les contingents et les unités de police constituées.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Intérêts créditeurs	753,9
Produits divers ou accessoires	1 607,7
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	6 581,2
Total	8 942,8

E. Dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel majeur	
Observateurs militaires	—
Contingents	21 212,0
Unités de police constituées	5 185,8
Total partiel	26 397,8
Soutien logistique autonome	
Contingents	18 550,7
Unités de police constituées	3 679,1
Total partiel	22 229,8
Total	48 627,6

<i>Facteurs applicables à la mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	1,80	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Usage opérationnel intensif	1,30	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
Acte d'hostilité ou abandon forcé	0,60	1 ^{er} novembre 2008	Septembre/octobre 2008
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,0-5,0		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	1 707,0
Contributions volontaires en nature	—
Total	1 707,0

^a Y compris la valeur locative des terrains et bâtiments fournis par le Gouvernement et les droits et taxes sur les transports aériens et les passagers dont la Mission est exemptée.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	791,0	11,0 %

63. Le solde inutilisé tient principalement au fait que le coût de l'indemnité de subsistance (missions) et des frais de voyage liés à la relève et au rapatriement des observateurs militaires a été inférieur aux prévisions en raison du déploiement tardif d'observateurs militaires, ce qui explique un taux de vacance de postes effectif plus élevé que prévu (12,1 % contre 3 %). Ces facteurs sont dus à l'épidémie d'Ebola qui a sévi pendant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Contingents	5 707,2	4,0 %

64. Les dépenses ont été moins élevées parce que le nombre moyen de membres de contingents déployés sur 12 mois a été de 4 315 alors qu'il devait être de 4 427 et que, par conséquent, les dépenses au titre des remboursements aux gouvernements

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

aux taux standard, des voyages liés à la relève et au rapatriement des contingents et des indemnités de subsistance (missions) versées aux officiers d'état-major ont été inférieures aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	4 012,3	15,0 %

65. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le nombre moyen de policiers des Nations Unies déployés sur 12 mois a été de 423 alors qu'il devait être de 498 et que, par conséquent, les dépenses au titre des indemnités de subsistance (missions), des voyages liés à la relève et au rapatriement des policiers et des rations ont été inférieures aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	460,4	1,5 %

66. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le nombre moyen de membres d'unités de police constituées déployés sur 12 mois a été de 999 alors qu'il devait être de 1 005 et que, par conséquent, les dépenses au titre du remboursement du coût des unités de police constituées, des voyages liés à la relève et au rapatriement des membres d'unités de police constituées et de l'indemnité de permission ont été inférieures aux prévisions.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	4 355,8	4,9 %

67. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes a été supérieur à la prévision initiale (14 % contre 9 %). Ce solde inutilisé a été partiellement contrebalancé par des dépenses supplémentaires au titre de la prime de danger qui a dû être versée à tous les fonctionnaires recrutés sur le plan international, en raison de l'épidémie d'Ebola, entre le 10 septembre 2014 et le 30 juin 2015.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(3 543,0)	(20,2 %)

68. Les dépenses supplémentaires sont essentiellement imputables à la prime de danger qu'il a fallu verser à tous les fonctionnaires recrutés sur le plan national, en raison de l'épidémie d'Ebola, entre le 10 septembre 2014 et le 30 juin 2015.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(255,5)	(2,1 %)

69. Les dépenses supplémentaires sont imputables à la prime de danger qu'il a fallu verser à tous les Volontaires des Nations Unies, en raison de l'épidémie d'Ebola, entre le 10 septembre 2014 et le 30 juin 2015. Elles ont été partiellement compensées par des économies qui ont pu être faites parce que le taux de vacance de postes a été plus élevé que prévu (20,3 % contre 7 %).

	<i>Écart</i>	
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(2 059,7)	(- %)

70. Les dépenses non prévues au budget sont essentiellement imputables aux coûts liés au recrutement de personnel médical temporaire destiné à aider la MINUL à protéger le personnel de la Mission de l'épidémie d'Ebola pendant la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	343,3	21,2 %

71. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le taux moyen de vacance de postes a été supérieur à la prévision initiale (15,7 % contre 5 %).

	<i>Écart</i>	
Consultants	268,2	55,0 %

72. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que les voyages auprès de la Mission de consultants en formation recrutés dans le cadre de programmes de formation internes ont été annulés au cours de la première moitié de l'exercice en raison de l'épidémie d'Ebola.

	<i>Écart</i>	
Voyages	434,5	21,1 %

73. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le nombre de voyages effectués à l'intérieur et hors de la zone de la mission a été inférieur aux prévisions et que le nombre de voyages (liés ou non à la formation) a diminué en raison des restrictions imposées sur les voyages par suite de l'épidémie d'Ébola au cours de la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	7 918,6	23,5 %

74. Le solde inutilisé s'explique par le fait que l'achat de certains modules d'hébergement préfabriqués a été annulé en raison du rapatriement de contingents et par la baisse des dépenses prévues au titre des services d'entretien qui, elle, s'explique par le fait que le nombre de camps fermés pendant l'exercice 2013/14 a été plus élevé que prévu. La baisse des dépenses est également due à l'obtention de prix plus favorables que prévu pour les climatiseurs achetés au cours de la période considérée (225 dollars l'unité contre 782) et à la réduction sensible du prix des services de nettoyage. Le solde inutilisé s'explique en outre par le fait que le prix des carburants a été plus faible que prévu (0,70 dollar le litre en moyenne contre 0,91).

75. De plus, la Mission a pu réduire ses frais d'entretien en utilisant ses ressources internes, secondées par des vacataires, plutôt qu'en recourant à des sous-traitants pour assurer l'entretien des groupes électrogènes.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	4 763,0	33,6 %

76. Le solde inutilisé s'explique principalement par le fait que le prix de la majorité des véhicules achetés au cours de la période considérée a été plus faible que prévu. La baisse des dépenses s'explique également par deux autres facteurs : la consommation de carburant pour les véhicules a été inférieure aux prévisions (3 565 983 litres contre 6 559 424 litres) en raison d'un usage moins fréquent que prévu, par suite de l'épidémie d'Ebola, des véhicules blindés de transport de troupes et des véhicules lourds, et les prix du carburant ont été plus faibles que prévu au cours de la période considérée (0,70 dollar le litre en moyenne contre 0,91).

	<i>Écart</i>	
Transports aériens	(3 776,7)	(12,8 %)

77. L'augmentation des dépenses prévues s'explique principalement par l'introduction d'un Boeing 737 destiné à assurer le relais avec les vols commerciaux internationaux à Accra, qui a entraîné un surcroît de dépenses au titre de la location d'avions et de coûts connexes, imputables à la suppression des vols commerciaux en provenance du Libéria lors de la crise due à l'épidémie d'Ebola. Cette augmentation globale a été en partie compensée par une réduction des dépenses due au fait que le nombre d'heures de vol pour les opérations d'hélicoptères et les prix du carburant ont été plus faibles que prévu, comme on l'a vu plus haut, au cours de la période considérée.

	<i>Écart</i>	
Communications	1 340,1	20,2 %

78. Le solde inutilisé s'explique principalement par l'absence de marchés portant sur du matériel de communications, qui a contraint à renoncer à l'achat d'un tel matériel. La baisse des dépenses tient également à une utilisation inférieure aux prévisions du réseau satellitaire liée aux retards pris dans le déploiement de systèmes satellitaires modernes dans les secteurs destinés à appuyer la mise en service d'Umoja et d'autres applications centralisées. Le solde inutilisé s'explique en outre par l'épidémie d'Ebola qui, au cours de la période considérée, a contraint la Mission à réduire les services pour la production d'émissions radiophoniques, les stations de radio locales, la couverture vidéo et les annonces dans la presse.

	<i>Écart</i>	
Informatique	(341,6)	(5,8 %)

79. L'augmentation des dépenses s'explique principalement par le fait que le montant proportionnel de la contribution de la MINUL aux coûts découlant indirectement du déploiement d'Umoja a été plus élevé que prévu. Cette

augmentation globale a été en partie compensée par l'utilisation des stocks disponibles, qui a permis d'éviter d'acheter certaines pièces de rechange et fournitures.

	<i>Écart</i>	
Santé	(1 074,0)	(91,9 %)

80. L'augmentation des dépenses s'explique principalement par le fait qu'il a fallu procéder à l'achat non budgétisé de fournitures médicales destinées à endiguer la propagation de l'épidémie d'Ebola ainsi qu'évacuer deux membres du personnel de la MINUL qui avaient été infectés par le virus Ebola.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(2 943,8)	(101,3 %)

81. Les dépenses non prévues au budget à ce titre s'expliquent par le fait que les coûts de fret liés à l'acquisition de biens et de matériel ont été comptabilisés à cette rubrique Fournitures, services et matériel divers alors qu'ils avaient été inscrits au budget aux rubriques d'achat correspondantes.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

82. En ce qui concerne le financement de la MINUL, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) Se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2015, soit 16 408 100 dollars;

b) Se prononce sur l'affectation des autres produits et ajustements de l'exercice clos le 30 juin 2015, soit 8 942 800 dollars, qui correspondent au produit des placements (753 900 dollars), aux produits divers ou accessoires (1 607 700 dollars) et au montant des engagements d'exercices antérieurs annulés (6 581 200 dollars).